



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1952 LUNDI 3 MARS 2014

Conférence générale de la jeunesse

Sept membres du gouvernement harcelés de questions



Les échanges entre ces ministres et la jeunesse étaient un véritable test de communication

En marge de la Conférence générale de la jeunesse dont la clôture est intervenue hier et dont nous rendons compte des résultats dans nos prochaines éditions, un dialogue intergénérationnel, très animé, a dominé la

journée du 27 février. Volontiers réceptifs mais défendant pied à pied leurs domaines de compétence, les ministres Alain Akouala Atipault (Zones économiques spéciales), Émilienne Raoul (Affaires sociales, Action

humanitaire et Solidarité), Hellot Matson Mampouya (Enseignement secondaire, primaire et Alphabétisation), Thierry Lézin Mougalla (Postes et Télécommunication et Nouvelles technologies de la communication), Bruno Jean Ri-

chard Itoua (Recherche scientifique), Pierre Mabiata (Affaires foncières), Anatole Collinet Makosso (Jeunesse et Éducation civique, par ailleurs organisateur de la conférence), ont mesuré combien cet échange avec la jeunesse est édifiant

pour eux-mêmes et pour la communauté nationale dans un contexte où communiquer fait désormais partie des mécanismes de la bonne gouvernance.

Page 7

MINORITÉS

Impfondo, sous le signe du Forum international des peuples autochtones

Le chef-lieu du département de la Likouala mobilisera toutes les attentions à l'occasion de la tenue, dès demain, de la troisième édition du Forum international des peuples autochtones (du 4 au 7 mars) avec un millier de participants attendus, sous les auspices du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Le thème choisi cette année est «Populations autochtones, Savoir-faire traditionnel et économie verte».

Page 7

POINTE-NOIRE

Les ex-travailleurs des entreprises liquidées réclament leurs droits

Quelque 12 000 anciens travailleurs de près d'une quarantaine d'entreprises publiques liquidées attendent d'être indemnisés. Certains de leurs collègues ont exprimé l'impatience du groupe et dénoncé,

au cours d'une assemblée générale tenue le 27 février à la Bourse du travail de Pointe-Noire, la discrimination dans le traitement des dossiers les concernant.

Citant la lettre adressée par le président de

la République aux ministres du Travail, des Finances, et de la Justice, le 29 juin 2013, dans laquelle le chef de l'État les instruisait au règlement définitif de ce contentieux, les ex-travailleurs considèrent qu'à ce jour

les choses n'ont pas bougé. Ils comptent se réunir à nouveau ce lundi 3 mars afin de porter leurs revendications aux autorités préfectorales.

Page 23

Claudia Lemboumba Sassou N'Guesso :

«Notre culture mérite plus d'attention et de moyens»



publiques du président de la République a dit tout le bien qu'elle pense de la promotion de la culture congolaise.

Plaidant en faveur d'un soutien plus accru des pouvoirs publics aux créateurs des œuvres de l'esprit, Claudia Lemboumba Sassou N'Guesso s'est dite disposée à les accompagner à la mesure de ses moyens pour leur permettre d'aller de l'avant.

Page 13

ITALIE/GOUVERNEMENT

Cécile Kyenge n'a pas été reconduite

La première Africaine ministre d'un gouvernement italien, Cécile Kyenge Kashetu, originaire de la République démocratique du Congo, ne fait pas partie du cabinet du nouveau Premier ministre, Matteo Renzi.

En charge de l'Intégration dans l'équipe sortante d'Enrico Letta, l'Italo-Congolaise, 50 ans, avait conscience des regards obliques



qui la visaient du haut de son ministère. Après dix mois d'exercice, Cécile Kyenge a dû comprendre que les priorités dans son pays ont changé.

Page 12

ÉDITORIAL Frontières

Page 2

Forum des femmes francophones à Kinshasa

Les Dépêches de Brazzaville publient un numéro spécial consacré aux actions des femmes africaines à l'occasion du forum mondial des femmes francophones qui s'ouvre ce 3 mars à Kinshasa, en République démocratique du Congo. Ce numéro intègre également la célébration, le 8 mars, de la journée internationale de la femme.

Page 17

ÉDITORIAL

Frontières

Ce qui pourrait arriver de pire aujourd'hui en Centrafrique serait que ce pays frère, rongé par les tensions ethniques ou religieuses, sombre encore un peu plus dans le chaos et explose au sens propre du terme. Autrement dit, se coupe en deux, sa partie nord majoritairement musulmane se séparant brutalement de sa partie sud à dominante chrétienne afin d'assurer aux populations qui y vivent la sécurité qu'elles ont perdue lors des événements tragiques qui ont marqué ces derniers mois.

Même si, en effet, les frontières actuelles des pays qui composent le Bassin du Congo ont été tracées il y a un siècle et demi de façon artificielle par les puissances coloniales, elles ont au moins le mérite d'exister et, par conséquent, de donner une existence réelle, stable, aux États de l'Afrique centrale. Et l'on peut être certain que leur remise en question à la faveur de troubles dans l'un ou l'autre pays engendrerait des tensions internationales qu'il serait difficile, voire impossible, de réduire.

Ce n'est évidemment pas un hasard si, sur les cinq continents que compte la planète Terre, le principe de l'intangibilité des frontières est devenu au fil du temps une sorte de règle d'or qui est en définitive la plus sûre garantie de la paix dans le monde. Y porter atteinte serait, dans le temps présent, courir le risque de plonger dans le chaos des espaces immenses comme celui dans lequel nous vivons.

Disons donc clairement que s'il est une tâche à laquelle la Centrafrique, mais aussi les pays comme le nôtre qui l'entourent, l'Union africaine qui l'assiste et la communauté internationale dans son ensemble, doivent se consacrer, c'est d'abord le maintien de l'unité du pays. Une unité qui ne se recréera pas sans que soient déployées des forces de sécurité bien adaptées au terrain sur lequel elles doivent intervenir, mais qui ne se fera pas également sans qu'un véritable dialogue s'instaure entre les frères ennemis.

Nous en savons quelque chose, nous qui avons su gérer une crise tout aussi grave et qui avons trouvé en nous-mêmes la force de nous reconstruire.

Les Dépêches de Brazzaville

RECENSEMENT ADMINISTRATIF SPÉCIAL

Les listes provisoires de Brazzaville et Pointe-Noire attendues le 6 mars

L'information a été donnée aux partis de la majorité présidentielle qui se sont réunis le 27 février à Brazzaville pour faire le point de l'opération de recensement administratif spécial.

Les membres de la majorité présidentielle étaient face à leurs représentants à la coordination nationale et dans les différentes structures techniques du recensement administratif spécial. Après avoir fait le tour d'horizon du sujet en débat, ils ont été informés sur l'affichage des listes provisoires qui commencerait le jeudi 6 mars à Brazzaville et à Pointe-Noire.

Cette opération permettra aux personnes qui se sont fait recenser de procéder aux dernières vérifications. Celles-ci portent sur les noms et prénoms mal rapportés, les dates et lieux de naissance mentionnés incorrectement

ainsi que sur les autres inscriptions. Les listes définitives ne seront établies qu'après toutes ces vérifications. Elles constitueront la base de données communément appelée le corps électoral. Les participants à cette réunion ont salué, à travers le président par intérim de la majorité présidentielle, Pierre Ngolo, l'atmosphère sereine dans laquelle le recensement administratif spécial s'est déroulé. L'orateur s'est réjoui que, progressivement, les recommandations prises à Dolisie soient mises en œuvre. Interrogé par la presse sur le retrait de plusieurs partis politiques de l'opposition de l'étape de certification et de validation des résultats du recensement administratif spécial, le représentant de la majorité présidentielle à la coordination nationale du recensement, Michel Ngakala, a expliqué que ces formations poli-

tiques n'avaient pas le droit de se rétracter, parce que, a-t-il expliqué, aussi bien à la coordination nationale que dans toutes les commissions techniques, on avait tenu compte de la représentation de tous les acteurs sociaux et politiques ayant pris part à la concertation de Dolisie. «La revendication des partis de l'opposition ayant refusé de prendre part à la certification et à la validation des résultats du recensement administratif n'est pas en harmonie avec la méthodologie initiée par le comité technique et approuvée par la coordination nationale, dont la mise en œuvre est confiée aux commissions locales. D'ailleurs, la commission méthodologique est présidée par un membre d'un parti de l'opposition», a indiqué Michel Ngakala.

Roger Ngombé

RECONSTRUCTION

Les populations de Ouenzé s'impatientent

Mécontentes de la gestion, par le gouvernement, de la reconstruction des logements détruits lors du drame du 4 mars, les populations de la première circonscription de Ouenzé ont manifesté leur désespoir à Pierre Ngolo, le 28 février à Brazzaville, lors de sa descente parlementaire.

Ayant pour la plupart perdu espoir à ce sujet, ces populations ont recommandé à leur député de porter leurs doléances au Parlement afin que des solutions soient trouvées. Au cours de cette rencontre, les populations ont fait part des problèmes auxquels elles sont confrontées au quotidien. Il s'agit notamment du problème d'eau et d'électricité et de celui de la circulation routière. «Il est vrai que bon nombre de citoyens se sont désintéressés du sujet de la reconstruction et de l'allocation d'urgence, mais il reste d'autres qui sont en droit d'attendre. Nous notons que les citoyens de Ouenzé 1 éprouvent des soucis sur les questions d'électricité, d'eau et de circulation du fait que l'avenue de l'Intendance est bloquée jusqu'à présent. En tant que défenseur de cette population, nous comptons porter aux autori-



Les populations de ouenze 1 au cours de la descente

tés compétentes ces préoccupations», a indiqué Pierre Ngolo. Patience ! C'est l'invite du député après trois journées de descente dans les quartiers 51, 54 et 59. Outre cette descente, Pierre Ngolo, en sa qualité de secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), s'est entretenu, au cours de la même journée avec l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Vietnam au Congo, Do Ba Khoa, membre du Parti communiste vietnamien. Les deux partis entendent ainsi redyna-

miser leur coopération. «Malgré la distance géographique qui sépare nos deux pays, le peuple vietnamien a toujours accordé une attention particulière au PCT. Ainsi, nous suivons de très près la participation très efficace du principal parti de la majorité, dans la résolution des problèmes nationaux surtout dans l'amélioration des conditions de vie des populations. C'est dans cette optique que les deux partis veulent redynamiser les échanges d'expériences», a déclaré Do Ba Khoa.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service),

Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service),

Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :

Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe -

Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas

Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces

: Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet,

Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel

Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble

Les Manguiers (Mplla), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mplla), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ENTREPRISE

Jin Jin Internationale ouvre sa filiale à Brazzaville

Cette société chinoise est désormais implantée au Congo. Le président-directeur général de la société, le docteur Bai Wen Bao, a inauguré ses bureaux de Brazzaville, le 26 février, accompagné du représentant de la chambre de commerce Congo-France, Rock Borgia-Otougou.

Jin Jin International se retrouve dans plusieurs sphères d'activité, dont le commerce d'importation et d'exportation, les travaux immobiliers, les grands travaux à forfait et les projets de technologie coopérative. Selon le PDG, leur venue tombe à pic car elle correspond à un moment où la République du Congo s'est lancée dans un vaste chantier de modernisation et d'industrialisation.

Un avantage pour la société, car ce programme de développement prend en compte des grands travaux tels des infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires, navales, immobilières et mobilières, agroalimentaires, hydroélectriques, sanitaires, universitaires, sportives et socioculturelles. Ainsi, Jin Jin International, qui est en RD-Congo depuis dix ans, vient mettre la main à la pâte, vu son expérience, pour la reconstruction du

Congo. «Le Congo-Kinshasa et la Congo-Brazzaville sont les deux pays les plus proches au monde, et chaque pays a des besoins spécifiques. L'Afrique est un grand chantier. La meilleure des choses qui poussent nos pays au développement, c'est la construction. Nous nous sommes dit que l'on pouvait apporter notre pierre à l'édifice», a

contribuerons aussi à renflouer les caisses de l'État en payant régulièrement et correctement les taxes dues à l'État, et aussi donner du travail à la population du pays», a-t-il conclu.

Rappelons que la société Jin Jin International a une expérience mondiale dans le domaine de la construction, la décoration et di-



Le PDG de Jin Jin International

déclaré le directeur des opérations, André Ilunga.

Le docteur Bai Wen Bao a affirmé que sa société était respectueuse des lois et règlements régissant l'investissement par les expatriés. «Non seulement, nous tirerons des profits de nos activités, mais nous

vers autres travaux d'aménagement. «Nous avons beaucoup de projets. Dès que nous aurons des contacts fructueux, on définira ce que nous allons faire en urgence, à long terme et ainsi de suite», a confié André Ilunga.

Nancy-France Loutoumba

LIQUIDATION

Les ex-travailleurs de la SCPE toucheront bientôt leurs indemnités de licenciement

Les agents de l'ex-Société congolaise de production d'électricité (SCPE) liquidée l'année dernière toucheront leurs indemnités de licenciement en mars, a signifié le syndicat Scpe/Cosylac le 26 février à Brazzaville, à l'issue d'une séance de travail avec le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Henri Ossébi.

La réunion organisée à la demande expresse du syndicat Scpe/Cosylac a permis aux travailleurs de l'ex-SCPE d'obtenir auprès de la tutelle de plus amples informations concernant leur situation sociale au lendemain de la liquidation de la société. Les deux principaux points débattus entre les deux parties ont trouvé une solution, car les parties prenantes ont convenu du versement immédiat du forfait de salaire au titre des mois de janvier et février 2014. Ce forfait, qui représente un tiers de leur salaire, d'après les conclusions issues de cet échange, ne concerne nullement les ex-attachés, les déserteurs, les travailleurs mis en disponibilité, les agents recrutés à la Société nationale d'électricité (SCPE), mais aussi les 14 autres travailleurs en charge de l'exploitation et de la maintenance de CED, retenus par le syndicat Cacoges. La mesure la plus salvatrice prise au cours de cette concertation concerne le paiement définitif, au

plus tard le 31 mars, des droits de licenciement à tous les travailleurs. À propos du reversement de ces agents dans d'autres structures d'accueil, il ressort que le dossier évolue avec satisfaction, car à ce jour, environ 80% du personnel est déjà déployé dans plusieurs autres structures d'accueil. Les 20% du personnel qui restent le seront au fur et à mesure, d'après toujours le relevé de conclusions publié à l'issue de cette réunion de travail.

L'ensemble des décisions prises au terme de cette séance de travail ont arraché l'assentiment des syndicats. «Nous avons travaillé avec le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique pour examiner tous ces aspects. Il faut dire que nous sortons de là très satisfaits, au regard des conclusions que nous avons obtenues. Parce que depuis la décision du conseil des ministres, qui avait décidé de liquider la société, le ministère avait pris l'engagement de verser un forfait de salaire jusqu'au mois de décembre à tous les travailleurs et il continue à le faire», s'est réjoui Jean-Bernard Malouka, secrétaire général de la Cosylac, à l'issue de la rencontre.

Comme de coutume, la cérémonie a été marquée par la signature d'un protocole d'accord.

Firmin Oyé

LE FAIT DU JOUR

Le réveil des sociaux-démocrates du Congo-Brazzaville ?

Les initiateurs de l'alliance dévoilée à Brazzaville le 22 février ont évoqué « un événement historique ». Et pour cause ! C'était la toute première fois, renchérisaient-ils, plus de deux décennies après l'avènement de la démocratie pluraliste en 1991, que des formations politiques congolaises scellaient enfin un partenariat sous-tendu par une même vision doctrinale. En l'occurrence, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), la Convergence citoyenne (CC), Lumière pour le Congo-Parti du peuple (LPC), le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), désormais regroupés au sein de l'Alliance des sociaux-démocrates du Congo, mangeront du même pain de la social-démocratie.

Si l'on devait remonter le temps de quelques années, à quelques exceptions près, les leaders des quatre partis ont par le passé cuisiné ensemble. Du temps où il émergeait au Rassemblement pour la démocratie et le dévelop-

pement de Jacques-Joachim Yhombi-Opango, l'un des signataires de l'accord du 22 février, Jean Ngouabi-Akondjo (LPC), pour ne pas le citer, avait exercé comme administrateur-maire de l'arrondissement 3 Poto-Poto sous le président Pascal Lissouba. À la tête de l'Alliance nationale pour la démocratie (AND), Joseph Miokono-Hondjuila (RFD) fut l'une des voix fortes du même régime aux côtés de l'Upads.

À ce moment ancien qui n'est pas bien lointain, les observateurs se demandaient d'ailleurs pourquoi l'Upads et l'AND n'avaient pas fait corps avec l'ex-parti unique, le Parti congolais du travail, sachant qu'en matière d'idéologie les trois mouvements s'affichaient de gauche. En élargissant la toile, on pouvait associer à un tel groupement des partis comme le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social de Jean-Pierre-Thystère Tchicaya, l'Union nationale pour la démocratie et le progrès de Pierre Nzé, le Rassemblement national pour la démocratie et le pro-

grès de Claude-Ernest Ndalla.

On aurait alors constitué, pour le bonheur des opérateurs politiques et de leurs militants, un large bloc des partis de gauche qui se serait mis en opposition avec un vaste groupement de droite, le porte-étendard de celui-ci étant, à l'époque, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral, au moulin duquel des partis comme l'Union pour le progrès de Martin Mbemba, l'Union patriotique pour la démocratie et le progrès de Célestin Gongarad-Nkoua, le Parti national d'Yvon-Norbert Gambeg, l'Union nationale des patriotes croyants de François Loumouamou, entre autres, apportaient de l'eau dans le cadre de la plateforme Union pour le renouveau démocratique. Le constat est que l'univers politique congolais étant bâti sur des sables mouvants, on a vu ensuite des alliances se faire et se défaire au gré des humeurs des leaders, mais aussi, n'ayons pas la langue fourchue, au gré des batailles pour la démocratie et des

circonstances qui en façonnaient le cours.

Quant à Convergence citoyenne, la jeune formation politique de Bonaventure Mbaya, lui-même ancien du Parti social-démocrate congolais, le Parti depuis disparu, son fondateur l'a menée un moment dans l'Alliance pour la république et la démocratie. Sous ce label siégèrent un certain nombre de formations politiques au casier judiciaire tellement immaculé qu'on peut penser qu'elles n'avaient pas survécu à leur naissance. Mais Mbaya est un produit de la conférence nationale souveraine parmi les jeunes loups qui en gardent encore la verve oratoire. En expliquant le jour du lancement de l'alliance des sociaux-démocrates du Congo qu'ils admiraient la couleur idéologique de celle-ci, les signataires devraient trouver consolation dans l'histoire des alliances politiques des vingt dernières années. Elles ont rarement vécu longtemps tant il n'y avait rien à se mettre sous la dent.

Gankama N'Siah



Fonds des Nations Unies pour la Population Représentation en République du Congo

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Vacance de poste :	N° FPA/COG/ 5598
Date limite de dépôt des dossiers :	07 Mars 2014 à 16h00
Titre du poste :	Chargé de Programme Suivi/Evaluation
Type de contrat/Grade/Durée :	FT/ICS 9-NOB /un (1) an renouvelable dont trois mois probatoires
Lieu d'affectation :	Brazzaville avec possibilité de déplacement à l'intérieur du pays

Dans le cadre de la mise en œuvre de son 5e Programme de Coopération au Congo (2014 – 2018), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) cherche un Chargé de Suivi et Evaluation pour son Bureau de Brazzaville. Le poste est à pourvoir immédiatement, pour une durée initiale d'un (1) an, dont trois (3) mois probatoire.

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, est un organe de développement international qui œuvre en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances pour chaque femme, homme et enfant. L'UNFPA offre son appui aux pays pour utiliser les données de populations dans la formulation des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et pour faire en sorte que toutes les grossesses soient désirées, que tous les accouchements soient sans danger, que tous les jeunes soient protégés du VIH et du SIDA et que toutes les filles et toutes les femmes soient traitées avec dignité et respect.

Description des tâches

Sous l'autorité du Représentant Résident, et par délégation, sous la supervision de l'Assistant Représentant, le/la Chargé(e) de Programme en Suivi/Evaluation, contribue de façon substantielle au suivi et à l'évaluation des activités techniques, institutionnelles et organisationnelles du programme-pays UNFPA. Il/elle contribue à la gestion des activités dans les domaines de Population et Développement, Santé de la Reproduction, des jeunes, Genre et Droits. Il/elle analyse et évalue les politiques, les tendances socio-économiques, et contribue à la formulation, l'évaluation des programmes conjoints et des cadres stratégiques et programmes de développement ; il/elle est chargé (e) d'appuyer le renforcement des activités de l'UNFPA dans le pays en veillant à l'intégration des interventions appuyées l'UNFPA, dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques et programmes de santé, de population et de développement, genre et droits humains. Il/elle joue le rôle de facilitateur dans le partage de connaissance et d'expériences et dans le domaine du suivi et évaluation des programmes et projets, à l'intérieur du bureau d'une part, et entre UNFPA et ses partenaires, d'autre part.

Le/la Chargé (e) de suivi et évaluation facilite le travail des consultants et Experts, ainsi que des Conseillers Régionaux et Conseillers Techniques principaux, il/elle collabore avec les partenaires du gouvernement, les agences multi et bilatérales, les agences du système des Nations Unies, la société civile, et les autres partenaires au développement, pour l'atteinte des objectifs de l'UNFPA ; en tant que membre à part entière de l'Equipe Programme de l'UNFPA, le/la Chargé (e) de Programme aura à accomplir les tâches suivantes :

1) Participer à la conception, à l'élaboration de la méthodologie et la planification des analyses de situation, du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation du programme-pays, ainsi que de toutes les recherches pertinentes y afférentes ; faire la promotion de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils de collecte de données, de suivi/évaluation des interventions, projets et programmes ;

2) Concevoir une méthodologie et des outils de collecte des données nécessaires à l'actualisation et au suivi de la mise en œuvre du plan de gestion du bureau (Office Management Plan) et à l'élaboration du rapport annuel du Bureau (COAR) ; contribuer à l'alimentation des bases de données de l'ensemble du programme d'assistance de l'UNFPA au Congo, et des autres unités de l'UNFPA ;

3) Concevoir et gérer une base de données intégrée de suivi/évaluation du programme ; produire, mettre à jour les tableaux de bord et rédiger les documents de synthèse pertinents qui mettent en exergue les indicateurs clés du programme en tenant compte des documents nationaux, internationaux, régionaux de référence (OMO, P NCIPD, NEP AD, DSRP) pour les rendre disponibles et accessibles aux parties prenantes du programme partenaires, structures de mises en œuvres et bénéficiaires ;

4) Contribuer à la préparation, à l'organisation, et participer aux réunions statutaires du Programme (trimestrielles, annuelles) ; coordonner le suivi de la mise en œuvre des recommandations émanant de toutes les réunions statutaires, les rapports d'activités, les missions, les évaluations, les recherches et les audits ; apprécier de façon systématique et objective l'atteinte des résultats ; participer aux visites de terrain et aux missions d'évaluation et préparer les contributions régulières aux rapports sur l'état d'avancement des interventions et des projets ; analyser les facteurs affectant l'atteinte des résultats, recommander des actions de correction et faire le suivi de ces recommandations

5) Faciliter le suivi par les autres chargés de programme des plans d'activités placés sous leur responsabilité ; rendre disponible des données cartographiées sur la réalisation du programme dans les zones d'intervention ; rendre disponibles des informations actualisées sur les consultants nationaux, les intervenants dans le domaine de populations et de développement, santé de la reproduction, genre, culture et droit ;

6) favoriser l'amélioration et l'harmonisation du contenu des outils de suivi/évaluation ; élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités des équipes techniques du programme de l'UNFPA en suivi et évaluation ; promouvoir l'utilisation des outils et les approches de S&E auprès des agents de mise en œuvre (structures gouvernementales, ONGs, etc) partenaires du programme ;

7) Participer pour le compte du Bureau, aux réunions techniques préparatoires des grandes enquêtes (EDSC, ESP, etc.), aux recensements démographiques, et aux réunions de planification du programme statistique nécessaires pour la gestion du programme pays et la réactualisation de la base de données pour le développement dans le contexte de la réduction de la pauvreté

8) Participer activement au sein du Groupe Programme des Nations à la mise en œuvre des mécanismes de suivi et évaluation de l'UNDAF ; appuyer le programme de suivi et évaluation de l'UNDAF et des plans de travail conjoint de l'UNCT ; animer le groupe suivi et évaluation du système des Nations Unies

9) Accomplir toutes autres tâches que le superviseur jugera utile de lui confier.

Qualifications requises

- Etre titulaire au moins d'un diplôme (Bac + 5) en Statistiques, Sciences Sociales, Santé Publique, Médecine, ou tout autre domaine similaire ;
 - Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans le domaine du suivi/évaluation ;
 - Avoir une bonne connaissance du contexte socio-culturel national ;
 - Avoir le sens du travail en équipe et la capacité à travailler sous pression dans un environnement multiculturel ;
 - La maîtrise des logiciels d'enquête épidémiologiques/statistiques (SPSS, EpiInfo) ou système d'informations géographique (MapInfo, ArcGIS, etc.) est un plus ;
 - Disposer d'une compétence parfaite des applications courantes de logiciels de bureau (Word, Excel, Power point...) ;
 - Avoir une maîtrise du Français (oral et écrit) et une bonne capacité de travail en Anglais (niveau intermédiaire).
- Autres conditions

Nous recherchons les candidats qui ont :

- La capacité de conduire le plaidoyer et promouvoir une approche programme, axée sur les grandes orientations de politiques de développement, et de réduction de la pauvreté ;
- L'esprit d'initiative, le sens de l'innovation et du marketing des nouvelles approches et de nouvelles idées ;
- De bonnes aptitudes en relations publiques ;
- Une intégrité, un engagement et une aptitude à travailler en harmonie avec des personnes d'origines et de cultures diverses ;
- Les compétences pour la gestion des relations humaines, la communication et le développement des individus ;
- Une capacité de réflexion analytique et stratégique, et une capacité de gestion axée sur les résultats ;
- Un esprit structuré et une bonne capacité d'expression orale et écrite
- Une disposition à travailler sous pression.

Dossier de candidature

- Composition

- o Demande non manuscrite spécifiant trois (3) personnes de références ;
- o Curriculum vitae daté de moins d'un (1) mois et/ou formulaire P11 dûment rempli (envoi sur simple demande par email ou retrait au Siège UNFPA Congo) ;
- o Copies de diplômes, certificats, attestation des services rendus, etc. (Ne pas joindre les originaux) ;
- Lieu de dépôt : Bureau de l'UNFPA, rue Crampel (en face de la BDEAC). Vos dossiers seront adressés à UNFPA, sous pli fermé, à l'attention de :
Madame la Représentante de l'UNFPA Congo
Candidature n°FPA/COG/5598 «Chargé de Programme en Suivi et Evaluation»
Rue Crampel (en face de la BDEAC) – BP 19012
Brazzaville – République du Congo, Téléphone : (+242) 05 521 67 00
(N.B : Nos Bureaux sont ouvert du lundi à vendredi de 08h à 16 h)
Fait à Brazzaville, le 06 Février 2014

Barabara LAURENCEAU
Représentant e Résidente de l'UNFPA au Congo

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ «L'UA est sans conteste une bonne tribune pour les revendications du continent, mais encore faudrait-il aussi qu'elle passe aux actes et fasse enfin valoir ses atouts politiques et économiques sur la scène internationale. On en est, hélas, encore loin.»

Albert Bourgi, professeur des universités, Jeune Afrique, 25 février 2014

□ «Si je devais refaire ma vie un jour, je voudrais être artiste peintre peut-être. À mes heures perdues, je prends des cours de peinture et de dessin.»

Claudia Lemboumba Sassou N'Gusso, conseiller à la Communication du chef de l'État du Congo, interview dans Les Dépêches de Brazzaville du lundi 3 mars 2014.

□ «L'Italie n'est pas un pays raciste, il y a une fracture entre société et institution. Nous devrions avoir la capacité de traduire au niveau institutionnel tout ce qui provient de la société civile»

Cécile Kyenge, Congolaise (RDC), ancienne ministre de l'Intégration en Italie, déclaration à la presse avant la constitution du nouveau gouvernement par Matteo Renzi

□ «Dans les sociétés à faible prégnance intellectuelle et civique, les rivalités politiques trouvent leur essence, leur expression sociale, dans l'ethnie»

Grégoire Léfouoba, homme politique congolais, «Enjeux et dynamique des rivalités sociales au Congo», ouvrage paru chez L'Harmattan en 2013, page 96.

□ «Nous voulons expliquer aux hommes que nous n'entrons pas en guerre contre eux en parlant du genre mais le genre implique le partenariat entre l'homme et la femme»

Geneviève Inagosi, ministre du Genre, de la famille et de l'enfant (RDC) face à la presse, le 25 février 2014.

MICROFINANCE

Tanguy Koukaba Bakansi publie «Gestion d'un établissement de crédit»

Présenté officiellement le jeudi 27 février à Brazzaville, cet ouvrage s'adresse aux professionnels du secteur et aux étudiants en gestion, banque et finance.

Pour Arcade Loumbouzi, chef du département de langues vivantes étrangères à la Faculté des lettres et des sciences humaines à l'Université Marien-Ngouabi, la démonstration de l'auteur prouve que l'on peut apprendre la gestion même

en matière de banque, c'est la sous-traction, alors parler de crédit sous-entend des risques à apprendre», poursuit-il.

L'auteur dans sa démarche veut faire partager sa joie de se perfectionner en matière d'établissements de crédit. Dans son livre (100 pages, 17 chapitres), il développe trois thèmes : le secteur des établissements de crédit ; les produits de collectes et d'octrois ; et l'organisation comptable. Tenant

aspects. L'objectif principal a été pour moi d'apporter des connaissances basiques sur la gestion d'un établissement de microcrédit », a expliqué Tanguy Koukaba Bakansi.

Le professeur s'est convenu avec ses lecteurs, que l'activité bancaire était la plus risquée compte tenu des contraintes. Car se pose le problème des engagements vis-à-vis des banques qui deviennent méfiantes, suite à la réalité de la société en matière juridique. «Vos critiques contribueront à l'amélioration des prochains ouvrages. Le débat est lancé», a conclu Tanguy Koukaba Bakansi.

En vente depuis aujourd'hui - à la CAPPED à Bacongo et à la Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et des métiers de Brazzaville - cet ouvrage économique (5000 FCFA) aborde les aspects essentiels et fondamentaux de gestion d'un établissement de crédit. Il relate le parcours de quelqu'un qui a appris la gestion et sa pratique au fil de son expérience.

Qui est l'auteur ?

Actuel coordonnateur du Fonds de garantie pour le développement des entreprises (FGDE), Tanguy Koukaba Bakansi est consultant professionnel en finance et stratégie. Il enseigne aussi la finance au sein de plusieurs universités et écoles de gestion au Congo.

L'auteur est titulaire d'un Master1 en Ingénierie financière à l'international business school et d'un Master professionnel en Banque et ingénierie financière de l'École des hautes études de gestion. Il est aussi titulaire d'un Master spécialisé en Banque privée internationale. Son livre, imprimé en février 2014, est édité par le Centre de formation et de perfectionnement en gestion des entreprises.

Nancy France Loutoumba



Tanguy Koukaba Bakansi

sans être professionnel. «L'auteur est également enseignant. Il n'agit pas qu'en tant que théoricien, il nous offre surtout un moment de partage dans ce domaine», souligne-t-il. Arcade Loumbouzi souligne que le secteur bancaire est en plein essor. Il existe beaucoup d'établissements de microfinance parmi les banques mais leurs services ne satisfont pas encore les attentes des populations. «Surtout que l'opération la plus importante

compte des remarques faites par les invités à la suite de la présentation, l'auteur a annoncé qu'il adhérerait à l'idée de publier un autre ouvrage du genre.

Tanguy Koukaba Bakansi a prévenu l'auditoire que l'architecture de son ouvrage ne portait que sur les aspects fondamentaux de la question du crédit. « En effet, l'activité bancaire est vaste et il est difficile, dans un ouvrage d'une centaine de pages, d'aborder tous les

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP05	Comment répondre à un appel à projet des bailleurs de fonds: outils, technique et pièges à éviter	5 jours	03 au 07 mars 2014
GMPO2	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	15 jours	03 au 21 mars 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	17 au 21 mars 2014
EP15	Perfectionnement en Excel	4 jours	24 au 27 mars 2014
EP04	Assurer la fonction d'Assistant (e) de direction	5 jours	24 au 28 mars 2014
EP05	Techniques de rédaction administration	5 jours	24 au 28 mars 2014
MDP01	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTPO2	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMPO7	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMPO4	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTPO7	Maîtriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTPO3	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation et perfectionnement	10 jours	Nous Contacter





Adresse : Rue Crampel, face BDEAC, Centre ville, B.P. 19012 Brazzaville, République du Congo
 Télécopie : (242) 22 281 58 91
 Téléphone : (242) 05 521 67 00
 Courriel : appeloffresunfpacog@gmail.com
 Site Web : www.unfpa.cg.org

25 Février 2014

Appel d'offres (AO)

N° UNFPA/COG/14/01 (1)

FOURNITURE DES SERVICES DE REMISE EN ETAT PAR LES TRAVAUX DE PEINTURE DE TOUS LES BATIMENTS ET LE MUR DE CLOTURE A LA REPRESENTATION DE L'UNFPA
 Brazzaville, République du Congo (2)

Messieurs, Mesdames,

1. Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), une agence de développement internationale, est à la recherche d'offres qualifiées pour les produits / services / travaux mentionnés ci-dessus. Votre entreprise est invitée à soumettre sa meilleure offre technique et financière pour la remise en état par les travaux de peinture de tous les bâtiments et mur de clôture de sa Représentation du Congo Brazzaville. Votre soumission pourrait constituer la base d'un marché entre votre entreprise / institution et l'UNFPA.

2. L'UNFPA poste tous les appels d'offres, les clarifications et les résultats dans www.unfpa-congo.org

3. Pour vous permettre de présenter une soumission, veuillez lire attentivement les documents suivants que vous pouvez retirer au bureau de l'UNFPA à l'adresse indiquée ci-dessus:

• Instructions aux soumissionnaires	Annexe I
• Termes de référence (TDR)	Annexe II
• Formulaire de soumission de l'appel d'offres	Annexe III
• Formulaire d'identification des soumissionnaires	Annexe IV
• Format de l'expérience et des clients précédents du soumissionnaire	Annexe V
• Offre technique	Annexe VI
• Formulaire du bordereau des prix	Annexe VII
• Conditions générales de l'UNFPA	Annexe VIII

4. L'offre technique contenant les informations techniques doit être soumise séparément de l'offre financière.

5. L'offre doit parvenir à UNFPA à l'adresse indiquée ci-dessus ou par mail à appeloffresunfpacog@gmail.com, au plus tard le 21 mars 2014 à 14h00. L'offre sera ouverte le 25 Mars à 14h30 au bureau de l'UNFPA, à l'adresse indiquée ci-dessus. Les soumissionnaires

ou leurs représentants autorisés peuvent assister à l'ouverture des soumissions. Merci de confirmer par courriel avant la date si votre entreprise sera représentée à l'ouverture des soumissions. (3)

6. Les offres reçues après la date et l'heure prévues ne seront acceptées en aucune circonstance.

7. Les soumissionnaires doivent accuser réception de cet appel d'offres par courriel à appeloffresunfpacog@gmail.com au plus tard le 21 mars 2014 à 14h00 et indiquer si oui ou non vous soumettez une offre. L'accusé de réception doit mentionner le nom de la société, le numéro de téléphone et la personne à contacter.

8. Toute question relative aux documents joints doit être adressée par écrit en suivant les instructions inscrites à l'annexe I - Instructions aux soumissionnaires, annexe 4 - Éclaircissements des documents d'invitation à soumissionner. Ne pas soumettre votre offre au contact qui y est indiqué, car vous serez disqualifié.

9. Cette lettre ne doit pas être interprétée comme une offre de contrat avec votre entreprise / institution.

Cordialement,

Représentation du Fonds des Nations Unies pour la Population
 En République du Congo

Barbara Laurenceau, Représentante



ECAIR RECRUTE

Equatorial Congo Airlines, en sigle ECAir, la compagnie aérienne nationale congolaise recherche des candidats appropriés pour la fonction suivante:

Elève Pilote (H/F)

Conditions :

- Etre de nationalité congolaise;
- Etre âgé de 18 à 27 ans;
- Etre en bonne santé.

Qualifications :

- Niveau scolaire requis: BAC + 3 ou supérieur;
- Connaissances mathématiques de base: algèbre, géométrie, trigonométrie, calcul mental + physique de base;
- Motivation pour le métier de pilote et connais-

sance du secteur aérien (par lecture, internet, jeux vidéos spécialisés);

- Psychomotricité;
- Capacités en anglais (écrit et parlé).

Avantages en vue de la sélection:

- Expérience aéronautique préalable;
- Etre résistant au stress;
- Esprit analytique, synthétique et d'initiative;
- Etre détenteur d'un permis de conduire.

Nous nous réjouissons d'avance de recevoir votre candidature (cv et lettre de motivation) à l'adresse suivante avec la mention « Elève Pilote »: pnt@flyecair.com

Date limite de dépôt des candidatures:

7 mars 2014

FORUM INTERNATIONAL DES PEUPLES AUTOCHTONES

Près d'un millier de participants attendus à Impfondo

Le chef lieu du département de la Likouala, Impfondo, abritera du 4 au 7 mars, la 3^e édition du Forum international sur les peuples autochtones d'Afrique centrale (FIPAC) auquel un millier de participants issus des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile ainsi que des représentants des peuples autochtones d'Afrique centrale prendront part

Organisé par le Congo sur le thème « Populations autochtones, savoir-faire traditionnelle et économie verte », en collaboration avec la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale, le FIPAC 3 sera honoré par les chefs d'État du Congo, Denis Sassou N'Guesso et Idriss Deby Itno.

Il se traduira par le transfert du FIPAC à la communauté économique des États d'Afrique centrale (Céac) en tant qu'initiateur de l'économie verte dans laquelle les populations autochtones ont un rôle primordial à jouer. « Nous allons inaugurer et transférer le siège du FIPAC à la Céac qui deviendra désormais le gestion-

naire de cette initiative au départ congolaise. Toutes les dispositions sont prises pour que la 3^e édition du FIPAC soit un succès », a déclaré le ministre de l'Économie forestière et du Développement durable, Henri Djombo, au cours d'une conférence de presse tenue samedi à Brazzaville.

En effet, après deux premières éditions (2007 et 2011) consacrées à la promotion de la valeur sociale et culturelle des savoir-faire traditionnels, le FIPAC 3, qui entre dans sa phase de maturité, débouchera, entre autres, sur l'adoption des programmes sectoriels pour le développement de cette nouvelle économie au service de la valorisation des ressources naturelles de la sous-région.

Selon les organisateurs du FIPAC, il s'agira à Impfondo de débattre, tant sur le plan économique que sociologique, de la question des Autochtones en tant que premiers habitants des forêts du Bassin du Congo en vue de corriger les rapports souvent discriminatoires qui les caractérisent avec les populations locales.

Faire du FIPAC le creuset de l'économie verte



En passant le témoin du FIPAC à la Céac, le Congo, bien que disposé à soutenir son développement, veut ainsi donner à cette initiative un caractère juridique, politique et économique pour en faire un lieu de tourisme digne d'intérêt pour la sous-région d'Afrique centrale.

« La vision de la Céac est de

faire du FIPAC le centre de développement de l'économie verte », a pour sa part indiqué le représentant du secrétaire général de la Céac, Honoré Tabouna, co-animateur de la conférence de presse avec le ministre Henri Djombo.

Initiative congolaise avec une organisation envisagée tous les deux ans, le FIPAC a connu quelques

Henri Djombo et Honoré Tabouna dysfonctionnements dus au manque de financement car le Congo était le seul pourvoyeur de fonds.

Le Congo qui entend transférer un site en l'état à la Céac a mis des bouchées double pour l'organisation de cette troisième édition pour un coût non précisé.

Guy-Gervais Kitina

DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL

La première édition a tenu toutes ses promesses

La rencontre organisée les 26 et 27 février au palais des Congrès de Brazzaville, en marge de la 3^e édition de la Conférence générale de la jeunesse, a été un haut lieu de questions et réponses entre la jeunesse congolaise dans toutes ses sensibilités et sept membres du gouvernement présents dans la salle

Loin d'être un monologue, le dialogue intergénérationnel initié par le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique a permis d'une part à certains ministres de présenter leurs politiques en faveur de la jeunesse et d'autre part, aux jeunes de poser des questions concernant la vie nationale, surtout leurs problèmes. Les problèmes ? Il s'agit essentiellement de l'emploi, de l'éducation et de la formation. Au-delà, les jeunes ont interpellé les ministres sur l'urbanisation, le financement de l'action des églises, le transport dans les grandes villes, la Fonction publique territoriale, la représentativité des jeunes dans les administrations congolaises, la situation des personnes handicapées, la pénurie du carburant dans le pays, la gestion des fréquences, l'emplacement des aéroports dans les grandes villes,

le modèle de développement du Congo pour atteindre l'émergence à l'horizon 2025 et bien d'autres points. Du côté du gouvernement, l'équipe était constituée des ministres Alain Akouala Atipault des Zones économiques spéciales ; Émilienne Raoul des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité ; Hellot Matson Mampouya de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation ; Thierry Lézin Mougalla des Postes et Télécommunications ; Bruno Jean Richard Itoua de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique ; Pierre Mabiala des Affaires foncières et du Domaine public et Anatole Collinet Makosso de la Jeunesse, initiateur de ces retrouvailles.

Une copie des "questions orales" du Parlement

Ces échanges qui ont pris l'allure d'une séance de questions orales avec débats ont ressemblé, à un certain moment, à un véritable interrogatoire pour quelques ministres. Chose parfois rare à l'hémicycle même si certaines questions n'ont pas eu de réponses à l'instar de celle sur le budget

d'investissement du ministère de l'Enseignement fondamental. Hellot Matson Mampouya s'est, en revanche, défendu lorsqu'il s'agissait du déficit en personnel enseignant, en tables-bancs et en salles de classe. De même que sur le manque de formation. « Nous allons affecter à chaque classe de l'école primaire un enseignant et avoir des professeurs des collèges et des lycées en nombre suffisant pour que nous respections le volume horaire à travers l'ensemble du pays. Nous aurons besoin, sans oublier l'éducation préscolaire, d'environ 14 783 enseignants. Nous allons également construire 500 salles cette année », a-t-il expliqué, rappelant que le ministère aura recours l'année prochaine aux enseignants en attente d'intégration. Ceux-ci vont exercer comme des appelés volontaires.

De son côté, le ministre Thierry Mougalla a déclaré que le problème des fréquences sera résolu à partir du 17 juin 2015, date butoir du passage du système analogique au numérique. Même certaines questions qui fâchent ont été posées. Par exemple, pourquoi la zone économique Oyo-Ollombo est privilégiée par rapport à celles de

Pointe-Noire, Brazzaville et Ouessou ? « Ne réfléchissez pas comme certains hommes politiques de l'époque qui pensaient que la route nationale numéro 2 n'avait pas d'importance. La zone économique Oyo-Ollombo a la possibilité de toucher certains pays voisins comme le Gabon, la RDC et la RCA. Je crois que s'il 21 000 emplois, vous serez associés », a répondu le ministre Alain Akouala Atipault. S'agissant du plan directeur de Pointe-Noire qui poserait problème, le ministre Pierre Mabiala a indiqué qu'il devrait être renouvelé chaque année. « Ce plan directeur a valeur de loi, c'est-à-dire que tout ce qui est prévu dans le cadre du cadastre d'une ville, ne peut pas être modifié par un citoyen au risque de commettre une faute. Donc pour l'ensemble des villes du Congo, le principe est que les plans directeurs doivent être établis annuellement », a-t-il répondu.

Le ministre de la Recherche scientifique a, de son côté, rappelé l'importance des quatre nouveaux instituts créés récemment. Il s'agit notamment de l'Institut national de recherche agricole, de l'Institut national de recherche forestière, de l'Institut natio-

nal de recherche en sciences de la santé et de l'Institut national de recherche en sciences exactes et naturelles. Quant au type de pragmatisme que le Congo a adopté pour atteindre l'émergence à l'horizon 2025, Bruno Jean Richard Itoua a par exemple cité l'engagement du président de la République en matière de paix et de stabilité qui n'était plus à démontrer. À cela s'ajoutent la priorité accordée ces deux dernières années à l'éducation nationale et à la croissance dans les domaines de l'agriculture et des mines.

En somme, le dialogue intergénérationnel est une initiative à pérenniser d'autant plus qu'il permet de dissiper les malentendus entre les gouvernants et les jeunes. Car, même ceux qui sont venus des départements de l'intérieur ont pu dire aux ministres ce qu'ils pensaient de la gestion de la vie du pays. Les jeunes ont cependant regretté l'absence de certains ministres comme Jean-Jacques Bouya de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands travaux ou Guy Brice Parfait Kolelas de la Fonction publique et de la Réforme de l'État.

Parfait Wilfried Douniama

Store
OFIS

Agence de Pointe Noire
315, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Ngalal

Nouveau

LENOVO Edge 72z

712.500 FCFA HT

Livré avec Pro 64

Extension garantie 2 ans
sans retour
90.000 FCFA HT

Installation Bureau/Shop
100.000 FCFA HT

OFIS TRAINING
Center

- Installation Bureau/Shop de base pour le suite MICROSOFT OFFICE 2013. Une demi journée de formation.
- Extension de garantie 2 ans retour Atchier. Selon conditions d'utilisation normales, hors-casse matériel et frais d'ACRAN. #1 hors support LOGICIEL.

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Congo-Wild
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

CONTACTEZ NOUS SUR 01 81 81 81 81
info@ofis-store.com
www.ofis-store.com



ECOLE GENIE TRAVAUX (EGT)

AVIS DE MARCHÉ DE FOURNITURES

Fourniture de matériels et équipements des secteurs eau et électricité



1. Référence de publication

Appel d'offres réf : EGT/SUBVENTION/01

2. Procédure

Ouverte locale

3. Programme

Programme d'Appui à la CEEAC en matière de Paix et Sécurité (PAPSII) - 10ème FED

4. Financement

Contrat de subvention n° FED 2013/332-267

5. Pouvoir adjudicateur

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

A l'attention de : Colonel KODIA Nizier Christian

Email : nizierkodia@hotmail.fr

Tél : + 242 06 627 56 03

SPÉCIFICATIONS DU MARCHÉ

6. Description du marché

L'objet du marché est la fourniture, la livraison et le déchargement de matériels et d'équipements des secteurs eau et énergie.

7. Nombre et intitulés des lots

La présente procédure d'appel d'offre n'est pas fractionnée en lot.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

8. Éligibilité et règle de l'origine

La participation au marché est ouverte à égalité de conditions aux personnes physiques et aux personnes morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) de soumissionnaires) qui sont établies dans l'un des pays ACP, un des Etats membres de l'Union européenne ou dans un pays ou un territoire autorisé par l'accord de Partenariat ACP-CE au titre duquel le marché est financé (voir rubrique 22 ci-après) La participation à la procédure est également ouverte aux organisations internationales. Tous les biens fournis dans le cadre du présent marché doivent être originaires de ces pays.

9. Situations d'exclusion

Les soumissionnaires doivent fournir une déclaration signée, incluse au formulaire de soumission pour un contrat de fournitures, selon laquelle ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées au point 2.3.3 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de l'UE.

10. Nombre d'offres

Les soumissionnaires peuvent soumettre seulement une offre par lot. Les offres ne portant que sur une partie d'un lot ne seront pas prises en considération. Tout soumissionnaire peut indiquer dans son offre qu'il consentira une remise au cas où son offre serait retenue pour plusieurs lots. Les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une offre pour une variante en plus de leur offre pour les fournitures requises dans le dossier d'appel d'offres.

11. Garantie de soumission

Les soumissionnaires ne doivent pas fournir une garantie de soumission lors de la remise de leur offre.

12. Garantie de bonne exécution

Il sera demandé à l'attributaire de fournir une garantie de bonne exécution égale à 10% de la valeur du marché à la signature du contrat. Cette garantie doit être fournie avec le contrat contresigné dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le soumissionnaire du contrat signé par le pouvoir adjudicateur. Si l'attributaire ne fournit pas la garantie requise dans le délai imparti, le contrat sera frappé de nullité; un nouveau contrat pourra être établi et adressé au soumissionnaire ayant présenté la deuxième offre conforme la moins disante.

13. Réunion d'information et/ou visite de site

Aucune réunion ou visite de site n'est prévue.

14. Validité des offres

Les offres sont valables pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

15. Période de mise en oeuvre des tâches

La période de mise en oeuvre du marché est de 150 jours, allant de la signature du contrat jusqu'à la réception provisoire.

CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

16. Critères de sélection

Les critères de sélections suivants seront applicables aux soumissionnaires. Dans le cas où l'offre est soumise par un consortium, ces critères seront d'application au consortium dans son ensemble :

1) Capacité économique et financière du soumissionnaire (basée sur le point 3 du formulaire de soumission pour l'appel d'offres fournitures) En cas où le soumissionnaire est un organisme public, des informations équivalentes devront être soumises.

a) Le Chiffre d'affaires moyen des trois dernières années (2011, 2012 et 2013) du soumissionnaire doit représenter au moins 3 fois le montant de la proposition financière du marché.

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie de début et de fin des trois (3) dernières années sont globalement excédentaires.

2) Capacité professionnelle du soumissionnaire (basée sur les points 4 et 5 du formulaire de soumission pour l'appel d'offres fournitures)

a) Le soumissionnaire doit disposer, à Brazzaville, d'une unité opérationnelle d'entretien et de réparation des fournitures proposées.

b) Le personnel permanent du soumissionnaire doit représenter, au minimum, 60% de l'effectif total.

3) Capacité technique du soumissionnaire (basée sur les points 5 et 6 du formulaire de soumission pour l'appel d'offres fournitures)

a) Le soumissionnaire doit avoir mener à bien (contrat achevé avec preuves de la réception provisoire) dans les trois dernières années (2011, 2012 et 2013) d'au moins deux (2) marchés de fourniture de matériels et équipements de même nature.

Un opérateur économique peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. A titre d'exemple, le pouvoir adjudicateur pourrait considérer cela inapproprié lorsque l'offre repose en majeure partie sur les capacités d'autre(s) entité(s) ou y fait appel pour des critères clefs. Si l'offre fait valoir les capacités d'autres entités, elle doit dans ce cas prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par la production de l'engagement de ces entités de les mettre à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, devront respecter les mêmes règles d'éligibilité et notamment de nationalité, que l'opérateur économique en question. En outre les informations relatives à cette/ces entité(s) tierce(s) pour les critères de sélection pertinents devront être reprises dans un document séparé. Les preuves de leur capacité devront également être fournies lorsque le pouvoir adjudicateur en fait la demande.

17. Critères d'attribution

Prix

SOUMETTRE UNE OFFRE

18. Comment obtenir le dossier d'appel d'offres ?

Le dossier d'appel d'offres est disponible à l'adresse ci-dessous.

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

A l'attention de : Colonel KODIA Nizier Christian

Email : nizierkodia@hotmail.fr

Tél : + 242 06 627 56 03

Les offres doivent être rédigées uniquement au moyen du formulaire type de soumission pour marché de fournitures inclus dans le dossier d'appel d'offres, dont les dispositions et la présentation doivent être strictement respectées.

Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit ou par mail avec mention de la référence de publication indiquée au point 1 à l'adresse suivante :

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

A l'attention de : Colonel KODIA Nizier Christian

Email : nizierkodia@hotmail.fr

Tél : + 242 06 627 56 03

au moins 21 jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 19. Le pouvoir adjudicateur doit répondre aux questions au moins 11 jours avant la date limite de soumission des offres. Des éclaircissements ou des changements mineurs au dossier d'appel d'offres sont publiés au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des offres sur le site EuropeAid: <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>.

19. Date limite de soumission des offres

Lundi 28 avril 2014 à 10h.

Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération. Pour la réception des offres, les bureaux de l'Ecole Génie Travaux (EGT) sont ouverts tous les jours ouvrés de 8 h à 12 h.

20. Séance d'ouverture des offres

Lundi 28 avril 2014 à 11 h à l'adresse suivante :

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

A l'attention de : Colonel KODIA Nizier Christian

Email : nizierkodia@hotmail.fr

Tél : + 242 06 627 56 03

21. Langue de la procédure

Toutes les communications écrites de cette appel d'offres doivent être faites en français.

22. Base juridique

Accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 juin 2000, tel qu'amendé.

DIPLOMATIE

Trois nouveaux ambassadeurs accrédités au Congo

Jean-Pierre Vidon pour la France, Do Ba Khoa du Vietnam et Richard Masenyani Baloyi de l'Afrique du Sud, représenteront désormais leurs pays au Congo. Les trois diplomates ont présenté leurs copies figurées au ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouébé le 28 février à Brazzaville.

Au cours des entretiens, les trois diplomates, nouvellement accrédités au Congo, ont affirmé au patron de la diplomatie congolaise leur volonté d'amplifier les liens de coopération qui existent entre leurs pays respectifs et le Congo. En attendant qu'ils ne soient reçus par le président de la République, Basile Ikouébé a assuré aux trois diplomates la volonté du Congo à coopérer avec plusieurs États.

Qui sont-ils ces ambassadeurs ?

Le nouvel ambassadeur de France au Congo, Jean-Pierre Vidon, est né le 17 mai 1951. Licencié en Droit et ès Lettres, Jean-Pierre Vidon a une grande expérience tant sur le plan administratif que diplomatique. Ministre plénipotentiaire de 1ère classe, avant sa nomination en qualité d'ambassadeur au Congo, il était, depuis mai 2013, secrétaire général du sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique. Diplomate depuis 1975, il a plusieurs fois été ambassadeur de son pays à l'étranger. Le dernier pays où il a exercé en qualité

d'ambassadeur est la République Centrafricaine. Il y a séjourné entre 2008 et 2012. Jean-Pierre Vidon est chevalier de la Légion d'honneur et Officier de l'ordre national du mérite de la République française. Outre le français, il parle également l'anglais et l'allemand.

Do Ba Khoa, le Vietnamien est né le 17 juillet 1959 dans la province de Hung Yen. Il est diplômé en Gestion et développement. Ce haut cadre du parti communiste du Vietnam a lui aussi une grande expérience dans la diplomatie car avant de venir au Congo, il a été ambassadeur de son pays en Angola. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Vietnam en Libye, Tunisie, Chypre et Ghana, Do Ba Khoa connaît bien l'Afrique pour avoir étudié au Mozambique. Marié et père de deux enfants, il parle français, l'anglais et le portugais. Enfin, Richard Masenyani Baloyi est le nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud au Congo. Né le 25 décembre 1958 à Giyani dans la province de Limpopo, il est enseignant de formation. Le nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud a plusieurs fois été ministre et parlementaire de son pays. Grand militant de l'ANC, il était secrétaire de la branche de l'ANC à Giyani entre 1990 et 1994. Il a également été maire de la municipalité locale du Grand Giyani et Limpopo. Richard Masenyani Baloyi est marié.

Tiras Andang

COOPÉRATION MILITAIRE

Le Congo et la France signent deux conventions



Signature entre le ministre congolais de la Défense et le premier conseiller de l'ambassade de France au Congo (© DR).

Le gouvernement de la République du Congo, représenté par le ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a signé le 28 février à Brazzaville, avec le premier conseiller de l'ambassade de France au Congo, Philippe Righini, deux conventions portant respectivement sur l'École nationale à vocation régionale Génie-Travaux (ENVR-GT) et l'appui au développement des entités structurelles de la Direction centrale des services de santé des Forces armées congolaises. À l'issue de la cérémonie, le premier conseiller de l'ambassade de France au Congo, Philippe Righini, a expliqué: «Il s'agissait pour nous aujourd'hui de procéder à la signature de deux conventions qui vont permettre de poursuivre l'engagement

de la coopération française avec le Congo sur deux secteurs fondamentaux : l'appui que nous apportons à l'ENVR Génie-Travaux, installée au nord de Brazzaville et qui a pour vocation d'accueillir et de former des militaires de l'armée congolaise, mais aussi des autres armées d'Afrique. Et la deuxième convention a trait à l'appui financier que nous apportons au service de santé des armées. Sans ces signatures, nos actions ne pouvaient continuer. C'est ce que nous avons fait ici avec Monsieur le Ministre.» Concernant les actions envisagées dans le cadre du présent accord de partenariat, les modalités de détail seront définies ultérieurement ; pour l'instant, les deux parties ont signé le cadre juridique.

Guillaume Ondzé

«La présence allemande va s'intensifier au Congo», a dit Thomas Strieder

Après seize ans d'absence d'une représentation diplomatique en République du Congo, le nouvel ambassadeur d'Allemagne au Congo, Thomas Strieder, entend relancer la coopération entre Brazzaville et Berlin dans plusieurs domaines. Dans une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville dont il a visité les structures, le diplomate allemand évoque les priorités de son action en vue de dynamiser les relations entre son pays et le Congo.

Les Dépêches de Brazzaville : Quel est l'intérêt de cette visite aux Dépêches de Brazzaville ?

Thomas Strieder : Le but de cette visite est de me présenter à la rédaction des dépêches. Question de recueillir quelques informations sur le travail des « Dépêches de Brazzaville » et donner des informations sur la représentation de l'Allemagne au Congo. Une visite de courtoisie comme aussi une visite de travail.

LDB : Près de deux ans depuis la prise de vos fonctions, en qualité d'ambassadeur, quelle lecture faites-vous du paysage médiatique congolais ?

T.S : Je suis positivement impressionné par la diversité du paysage médiatique congolais, concernant la télé, la radio mais surtout la presse écrite. Je suis vraiment impressionné par la qualité du journalisme, particulièrement des Dépêches de Brazzaville qui sont pour moi une source principale d'information quotidienne au regard de la diversité des sujets traités en toute indépendance et honnêteté.

LDB : Après seize ans d'absence d'une représentation allemande au Congo, quels sont les sujets phares qui vous préoccupent afin de dynamiser la coopération entre Brazzaville et Berlin ?

T.S : Après 16 ans d'absence d'une mission diplomatique, ici à Brazzaville, il s'agit surtout de faire un état de lieu de ce qui existe encore, en ce qui concerne la présence allemande en général. J'ai voyagé à travers plusieurs régions du Congo où j'ai découvert qu'il existe des sociétés allemandes très actives qui exercent déjà dans des domaines spécifiques, notamment au port de Pointe-Noire où des ingénieurs allemands s'occupent de la restructuration en partenariat avec des Chinois. Une autre entreprise allemande travaille pour la modernisation de l'administration publique dans le cadre de la réalisation des passeports biométriques et l'enregistrement de la population, un domaine important pour les élections.

Au niveau du département de la Sangha, l'Industrie forestière de Ouesso, une entreprise allemande œuvre dans la plus grande concession de coupe de bois au Congo. Avec Luftansa, pour ce qui est du domaine de l'aviation civile, des techniciens allemands sont responsables de la sécurité des avions d'ECAir. Ce qui favo-

rise d'ailleurs le survol d'ECAir dans l'espace européen, notamment Paris.

LDB : En parlant de la relance de la coopération entre le Congo et l'Allemagne, aviez-vous déjà défini les projets prioritaires ?

T.S : Le développement de notre coopération a redémarré avec notre agence de développement GIZ. Elle débutera au mois de mars avec la ré-

gha avec le parc de Nouabalé-Ndoki. L'Allemagne a donné pour ce projet 24 millions d'Euros pour la fondation qui s'occupe des trois réserves nationales dans les trois pays. C'est beaucoup d'argent et c'est la raison pour laquelle nous sommes très intéressés afin que l'écotourisme dans cette région soit intensifié pour le public. Nous sommes en contact avec plusieurs agences en Allemagne pour



Thomas Strieder

habilitation de trois hôpitaux au Congo, dans le cadre d'un projet de 6,5 millions d'euros. Il y a plusieurs autres aspects de la coopération franco-allemande qu'il faut réinitialiser, notamment celui concernant le jumelage de Brazzaville avec la ville de Bretz. Pour cette coopération très étroite, on est en train de préparer une exposition des œuvres du peintre Marcel Gotène, avec le maire de Brazzaville en octobre 2014. Il y a un autre aspect, en ce qui concerne la langue allemande. Une négociation est en cours avec notre institut au Cameroun et notre échange académique devrait aboutir à des stages de formation des professeurs congolais sur la langue allemande. Avec tout ça la présence allemande va s'intensifier.

LDB : Qu'est-ce que vous envisagez dans le cadre des échanges en matière de tourisme entre l'Allemagne et le Congo ?

T.S : C'est un aspect important pour lequel je suis très intéressé. Je m'en occupe personnellement. S'agissant du développement du tourisme, vous avez ici au Congo un patrimoine de l'Unesco, le Tri national de la San-

développer cet écotourisme.

LDB : Des contacts ont déjà été établis pour une concrétisation de ce projet ?

T.S : J'ai discuté sur la question avec le préfet de la Sangha afin de créer ou améliorer les structures minimales pour un tourisme qui existe encore. Il faut souligner que les Allemands ont un intérêt particulier pour cette région parce qu'à l'époque c'était une partie de l'empire coloniale allemande et à Mbirou, au bord de la Sangha, s'y trouve un mémorial de guerre qui rappelle la rencontre des soldats allemands et français au début de la première guerre mondiale.

Cette année, sera commémoré le centenaire du début de la première Guerre mondiale (la bataille de Mbirou). Et nous sommes en pleins préparatifs d'une cérémonie congolaise-française-allemande au village de Mbirou (20 km de Ouesso) où la stèle construite en mémoire de ces soldats connaîtra une réhabilitation.

Propos recueillis par
Guy-Gervais Kitina
et Nancy France Loutoumba

AMC Telecom

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à

123.000 FCFA

et gagnez 1 mois gratuit
de connexion Haut Débit de **512 Kb/s**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville
 Pointe-Noire : Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81/ 01 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

Ordinateur de bureau DELL

- Processeur Intel Dual Core à 2.9 GHz
- Mémoire RAM à 4 Go
- Disque dur à 500 Go
- Ecran plat 20"
- Garantie 1 an

+ Onduleur
EMERSON LIEBERT de 650 VA

+ Imprimante HP 2516
Multifonction couleur

+ Multiprises APC

399.000 FCFA HT

Cette offre est Hors taxes et réservée aux particuliers, dans la limite de 1 pièce par personne. Le paiement doit se faire CASH et aucune remise ne pourra être accordée.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
 POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

Pas de crédit ?

Garde le SOURIRE avec

WARID

SO-V-NGA

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
 Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
 Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
 Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg | 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 479.000 TTC

Acer Celeron (Rouge et Gris)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 265.000 TTC

Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 259.000 TTC

ROTARY DE BRAZZAVILLE

Une mobilisation des ressources en faveur des Centrafricains

C'est sous le signe de la communion et de la solidarité avec le peuple de la République centrafricaine (RCA), secourue par une crise politique aux répercussions socio-humanitaires désastreuses que les clubs Rotary de Brazzaville ont célébré le 109e anniversaire de la naissance du Rotary international et la Journée mondiale de l'entente entre les peuples.

La célébration de cet anniversaire, à Brazzaville, a été l'occasion pour le président du Rotary club Djoué-Doyen, Fila Hyacinthe Défoundoux, de rappeler l'histoire du Rotary international.

Aujourd'hui, le Rotary international est présent dans le monde entier. Il compte 32 000 clubs disséminés dans plus de 200 pays et plus d'un million et demi de membres. Au fil des années et de son expansion, la mission du Rotary a évolué au-delà des intérêts professionnels et sociaux de ses membres. Aujourd'hui, les Rotariens du monde entier unissent leurs ressources et mettent leurs talents au service des collectivités qui sont dans le besoin. L'esprit d'engagement du Rotary s'exprime pleinement dans sa devise: «Servir d'abord».

Le Rotary international favorise l'entente mondiale, milite pour la

liberté et forme des artisans de paix. Son idéal de servir se décline en quatre engagements.

Marcel Van Opstal, ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, a remercié les Rotariens d'avoir dédié cette journée au soutien en RCA. Pour l'UE, qui est active sur place, membre du groupe de contact, observatrice privilégiée de la situation, la priorité des priorités est le rétablissement de la sécurité. Tous les acteurs sont d'accord sur ce point, à commencer par la présidente de la République de RCA, son Premier ministre et son gouvernement, tous les hommes politiques du pays, de même que les observateurs, le président de la Commission de l'UE, le secrétaire général des Nations unies, Ban-Ki-Moon, qui a d'ailleurs lancé un appel pour le déploiement de trois mille soldats supplémentaires afin de renforcer les forces sur place.

Pour l'UE, il est nécessaire de ramener la sécurité pour déployer les actions humanitaires. Mais ou-

tre la sécurité, la situation économique catastrophique du pays pose aussi problème. En effet, les

ter tout cela, a souligné Marcel Van Opstal.

Le docteur Fatoumata Binta T.

bonne volonté ne peut qu'encourager en y adhérant et en y participant de manière concrète. «Ne dit-on pas que c'est dans le malheur qu'on reconnaît ses vrais amis?», a-t-elle rappelé, mettant en avant qu'un geste amical et généreux pouvait contribuer au relèvement du peuple centrafricain et au renforcement de son unité et de sa dignité.

La campagne de mobilisation des ressources pour l'action humanitaire en faveur du peuple centrafricain a été lancée par Jérémie Mouyokani de l'ADG pour le Congo et la RCA. Elle durera jusqu'au 31 mars 2014.

L'ambassadrice de la RCA au Congo, doyenne du corps diplomatique, Marie-Charlotte Fayanga, a remercié les clubs Rotary de Brazzaville. «Le peuple centrafricain dans son ensemble souffre dans sa chair, dans son âme, de cette situation connue de tous. Qu'il s'agisse des déplacés ou des réfugiés dans les pays voisins tels que le Congo ou encore de ceux qui sont restés au pays, l'acte que le Rotary club pose ce soir illustre bien votre devise "Servir d'abord", en mettant en commun vos ressources et vos talents au service de ceux qui en ont besoin, comme c'est le cas du peuple centrafricain», a-t-elle conclu.

Bruno Okokana



L'ambassadeur, chef de délégation de l'Union européenne au Congo, prononçant son allocution

caisses de l'État sont quasiment vides. Les fonctionnaires n'ont pas été payés depuis plus de cinq mois et les connexions routières ne sont pas établies par la route vers le Cameroun et sont difficiles, lorsqu'elles sont possibles, vers le Tchad. Par ailleurs, une grande partie du territoire est en état de non-droit, avec des groupes de milices qui font la loi. Il faut arrê-

Diallo, représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, coordonnatrice par intérim du système des Nations unies, a salué la noble initiative des Rotary clubs du Congo, qui appelle à une contribution au Fonds de solidarité avec le peuple centrafricain. Elle la considère comme un symbole d'amitié et de fraternité que toute personne de



TRACTAFRIC MOTORS
Congo

A Tractafrique Motors Corporation Company



À PARTIR DE
 21.800.000
 FCFA HT

NOUVEAU HYUNDAI SANTA FE

Moteur 2,4 litres / 176 CV / 4 roues motrices / 7 places configurables à volonté

Boîte de vitesse manuelle 6 rapport + marche arrière / contrôle de freins en descente DBC, ...

SANTAFE

 **NEW THINKING.
NEW POSSIBILITIES.**

TRACTAFRIC MOTORS CONGO

> POINTE NOIRE
697 Bd du président Marien NGOUABI

Tel : (+242) 06 665 40 30
secretariat@sho-congo.com

> BRAZZAVILLE
113 av Edith Lucie BONGO ONDIMBA

Tel : (+242) 06 979 93 30
secretariat-bzv@sho-congo.com

ITALIE

La "page Kyenge" définitivement tournée

Le Premier ministre italien a complété son équipe gouvernementale vendredi : le ministère de l'Intégration n'y figure pas.

La cause était entendue, mais l'opinion continuait à espérer (ou redouter) la continuation de la politique italienne en matière d'immigration. Il y a une semaine, Matteo Renzi a pris les rênes du gouvernement, en supplantant d'une manière étonnante son camarade de parti Enrico Letta. Mis en minorité au sein de leur formation commune du Parti démocrate (PD), Enrico Letta s'était résolu à présenter sa démission «irrévocable» le 14 février dernier. Matteo Renzi a, coup sur coup, obtenu la confiance du Sénat, de la Chambre (Assemblée) et composé une équipe serrée de dix-huit ministres jeunes, dont la moitié de femmes. Depuis lors, les milieux associatifs guettaient tous les signes de continuité dans la nouvelle équipe. Pour les organisations travaillant auprès

des immigrés notamment, il fallait voir ce que ferait le Premier ministre du poste qu'a occupé pendant dix mois la première Africaine noire d'un gouvernement italien, Cécile Kyenge Kashetu. Allait-il maintenir la cadence annoncée par l'Italo-Congolaise et son ministère de l'Intégration ? Vendredi, la réponse est venue sans surprise : Cécile Kyenge ne fait même pas partie des sous-secrétaires d'Etat et son ministère semble même ne jamais avoir existé ! Quelques heures avant l'annonce publique de la nouvelle équipe de 44 sous-secrétaires d'Etat (dont 9 ayant rang de vice-ministres), Cécile Kyenge avait affirmé : «L'Italie n'est pas un pays raciste, il y a une fracture entre société et institution. Nous devrions avoir la capacité de traduire au niveau institutionnel tout ce qui provient de la société civile». Vœu pieux apparemment, puisque le nouveau gouvernement s'est défini de nouvelles priorités qui passent par la lutte contre le chômage, la baisse des charges fiscales

et des impôts.

Cécile Kyenge avait estimé que «si dans le nouveau gouvernement un ministère de l'Intégration n'était pas reconduit, ce serait un pas en arrière devant l'Europe et le monde, qui ont vu un tel ministère comme une valeur ajoutée». Le fait est que l'opinion semble s'être résignée à un tel abandon, tant la ministre noire a fait l'objet des attaques les plus pesantes. D'ailleurs, quelques heures seulement avant l'annonce, un officiel du parti xénophobe de la Ligue du Nord avait prédit : «Si Kyenge occupe un poste ministériel à nouveau, l'Italie est cuite.»

La nouvelle équipe gouvernementale donne toutefois à entendre une même ferme volonté de poursuivre dans la politique de coopération ébauchée par l'ex-ministre des Affaires étrangères Emma Bonino. Un des animateurs principaux du projet ItalAfrica de coopération plus dynamique, Lapo Pistelli, y conserve son poste de numéro deux du ministère des Affaires étrangères et de vice-ministre. Sa présence au sommet de l'Union africaine d'Addis-Abeba en janvier dernier avait donné à voir son dynamisme à ce poste. Bon nombre de gouvernements africains l'ont adopté comme voix de référence pour cette Italie qui entend replacer l'Afrique au centre de son dispositif de coopération.

Lucien Mpama

UNION AFRICAINE

Le président en exercice prône la culture du résultat



Mohamed Ould Abdel Aziz

Le président mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, président en exercice de l'Union africaine (UA), a appelé le 26 février, à Addis-Abeba (Éthiopie), la Commission de l'UA à intensifier ses efforts pour la réalisation à l'horizon 2020 des six objectifs assignés par l'organisation continentale : la promotion des droits de l'homme, la paix, la responsabilisation des femmes, l'emploi des jeunes, la croissance économique et la lutte contre le terrorisme.

Dans un communiqué, la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini Zuma, a, de son côté, mis l'accent sur les tâches à accomplir en 2014, comme la finalisation du document de l'Agenda 2063.

Elle a indiqué qu'il fallait «accélérer la construction d'une Afrique intégrée, pacifique et centrée sur le peuple».

Elle a assuré à Mohamed Ould Abdel Aziz une solide relation de travail entre lui et la commission, «essentielle pour permettre au continent d'atteindre ses objectifs».

Noël Ndong

«si dans le nouveau gouvernement un ministère de l'Intégration n'était pas reconduit, ce serait un pas en arrière devant l'Europe et le monde, qui ont vu un tel ministère comme une valeur ajoutée»

TOYOTA

+ CFAO

= NOUVELLE GARANTIE 3 ANS OU 100 000 KM*

* Garantie 3 ans ou 100.000 km au premier terme échu, pour tout véhicule acheté neuf chez CFAO Motors et entretenu chez CFAO Motors



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



TOYOTA

INTERVIEW

Claudia Lemboumba Sassou N'Guesso appelle à un soutien fort des artistes congolais

Le conseiller en Communication et aux Relations publiques du chef de l'État congolais, Claudia Lemboumba Sassou N'Guesso, s'est fait remarquer l'année écoulée dans le mécénat culturel. Intéressée par tous les domaines de la culture, elle estime que les artistes congolais méritent un soutien indéfectible afin que la culture soit la première vitrine du Congo.

Les Dépêches de Brazzaville : En 2013, vous avez été au centre d'un grand mécénat en faveur de nos artistes. Pourquoi cet élan de cœur?

Claudia Lemboumba Sassou N'Guesso : Vous devez savoir que moi-même, je me sens quelque part artiste dans l'âme. J'aime l'art de façon générale, la sculpture, la peinture : je collectionne à titre personnel des tableaux, comme ceux de Gotène pour ne parler que de cet artiste. C'est par amour pour l'art que je m'investis dans certains projets. Je pense que je suis née comme ça ; chez moi, il y a des objets d'art partout et chaque fois que je voyage, je ramène toujours quelque chose d'artistique des pays que je visite. Si je devais refaire ma vie un jour, je voudrais être artiste peintre peut-être. À

mes heures perdues, je prends des cours de peinture et de dessin.

LDB : Très souvent, on a l'impression que tous ceux qui accompagnent les artistes ont un penchant pour la musique et non pour les autres domaines de l'art.

CLSN : Ce n'est pas vrai du tout ! J'ai proposé au ministre Jean-Claude Gakosso d'être la marraine du théâtre congolais, nous avons ce projet ensemble. La dernière

« J'ai proposé au ministre Jean-Claude Gakosso d'être la marraine du théâtre »

fois que je suis allée voir une pièce de théâtre ici, à Brazzaville, c'était Chaka Zoulou dans une mise en scène de Blaise Bilombo. J'ai trouvé que c'était intéressant, mais j'ai regretté le manque de costumes et la mise en scène qui n'était pas à la hauteur de qu'on pouvait attendre. De là m'est venue l'idée de proposer au ministre

de la Culture de faire de moi la marraine du théâtre. Ce n'est qu'un exemple pour dire que la musique, c'est ce qu'on perçoit le plus facilement, mais je soutiens tout.

Le Congo a de grands dramaturges. Je recevrai ces personnes avec plaisir pour travailler ensemble. Je les aiderai dans la mesure du possible parce que j'aime l'art et que je me rends compte que, dans nos pays africains, la culture n'est pas une priorité comme celle de donner de l'eau et à manger, la santé et l'éducation. L'art devient quelque chose de luxueux alors qu'on peut avancer dans ce domaine en même temps que l'on s'occupe d'autres secteurs parce que l'art donne une certaine image de notre pays, il nous rap-

pelle d'où nous venons.

LDB : Quel est votre regard sur la culture congolaise ?

CLSN : Comme je viens de le dire, je sens que la culture reste un parent pauvre. Souvent, il n'est pas inscrit dans les priorités ; pourtant, il y a des choses qui se font, mais malheureusement pas au niveau où on devrait les faire, car les moyens sont toujours limités. Avec plus de moyens, on ferait de notre culture beaucoup de grandes choses. Regardez par exemple les ronds-points de notre ville où sont érigés des monuments : ils pourraient être plus impressionnants avec davantage de moyens. Dans les pays occidentaux, lorsqu'on place une œuvre d'art sur un rond-point, on peut

s'arrêter pour l'admirer, on met l'artiste au centre de la chose et je regrette que ce ne soit pas le cas ici.

LDB : Que comptez-vous faire alors ?

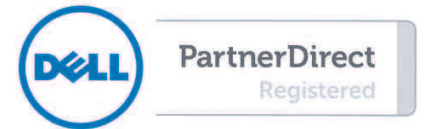
CLSN : Actuellement, c'est toujours du mécénat lorsque je suis sensibilisée à un projet. J'ai par exemple été récemment marraine de la première édition du Tazama et on fera la prochaine édition l'année prochaine, car nous nous sommes donné l'objectif d'aller plus haut. Le cinéma congolais sort à peine de l'ornière. J'ai entendu parler d'un collectif de jeunes cinéastes qui vient de faire un coffret : c'est avec plaisir que je les rencontrerais pour voir comment je peux les aider à avoir pignon sur rue ou d'autres connexions pour aller de l'avant.

« Je me rends compte que, dans nos pays africains, la culture n'est pas une priorité comme celle de donner de l'eau et à manger, la santé et l'éducation. L'art devient quelque chose de luxueux alors qu'on peut avancer dans ce domaine en même temps que l'on s'occupe d'autres secteurs parce que l'art donne une certaine image de notre pays... »

LDB : Un mot pour conclure...

CLSN : Je dirais que tous les artistes comptent sur des personnes comme moi. Je pense qu'avec les moyens qu'ils ont, ce qu'ils réussissent à faire est à féliciter. Mais en vérité, c'est nous, les dirigeants et responsables politiques, qui devons soutenir les artistes, et ce n'est pas assez souvent le cas.

Propos recueillis par Hermione Désirée Ngoma



155.000 FCFA HT



Ref.16050103

Extension garantie
1 an
retour atelier
30.000 FCFA HT

#21 020 200

Initiation Bureautique
50.000 FCFA HT

#21 110 009

Ordinateur

- Dell Optiplex GX755**
- Intel Core Duo**
- RAM : 1Go**
- Windows Original**
- Disque Dur 80Go**
- Garantie 90 jours**

LibreOffice + Antivirus Microsoft **Offerts**

• **Initiation Bureautique de base.**
Une demi journée de formation.

• **Extension de garantie 1 an retour Atelier.**
Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.



CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

Tel: 06 600 0000

Tel: 01 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso, Centre-Ville



ECOLE GENIE TRAVAUX (EGT) AVIS DE MARCHÉ DE TRAVAUX

Ecole Génie Travaux (EGT) – Brazzaville - Congo



1. Référence de publication

EGT/SUBVENTION/02

2. Procédure

Locale ouverte

3. Programme

Programme d'Appui à la CEEAC en matière de Paix et Sécurité (PAPSII) – 10ÈME FED

4. Financement

Contrat de subvention n°FED 2013/332-267

5. Pouvoir adjudicateur

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

A l'attention de : Colonel KODIA Nizier Christian

Email : nizierkodia@hotmail.fr

Tél : + 242 06 627 56 03

SPÉCIFICATIONS DU MARCHÉ

6. Description du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation, en rénovation construction, d'un bâtiment d'une surface totale d'environ 530 m². Il est destiné à la formation dans le domaine des spécialités Eau et Énergie, au sein de l'Ecole Nationale à Vocation Régionale Génie Travaux, sur le site de l'académie militaire Marien N'Gouabide Brazzaville. Les travaux devront être impérativement terminés pour le 31 décembre 2014.

7. Nombre et intitulés des lots

Le marché est constitué d'un seul lot

CONDITIONS DE PARTICIPATION

8. Éligibilité et règle de l'origine

La participation au marché est ouverte à égalité de conditions aux personnes physiques et aux personnes morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) de soumissionnaires) qui sont établies dans l'un des pays ACP, un des Etats membres de l'Union européenne ou dans un pays ou un territoire autorisé par l'accord de Partenariat ACP-CE au titre duquel le marché est financé (voir rubrique 22 ci-après) La participation à la procédure est également ouverte aux organisations internationales. Tous les biens fournis dans le cadre du présent marché doivent être originaires de ces pays.

9. Situations d'exclusion

Les soumissionnaires doivent fournir une déclaration signée, incluse au formulaire de soumission pour un contrat de travaux, selon laquelle ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées au point 2.3.3 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de l'UE.

10. Nombre d'offres

Les soumissionnaires peuvent soumettre seulement une offre par lot. Les offres ne portant que sur une partie d'un lot ne seront pas prises en considération. Tout soumissionnaire peut indiquer dans son offre qu'il consentira une remise au cas où son offre serait retenue pour plusieurs lots. Les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une offre pour une variante en plus de leur offre pour les travaux requis dans le dossier d'appel d'offres.

11. Garantie de soumission

Les soumissionnaires ne doivent pas fournir de garantie de soumission.

12. Garantie de bonne exécution

Il sera demandé à l'attributaire de fournir une garantie de bonne exécution égale à 10% de la valeur du marché à la signature du contrat. Cette garantie doit être fournie avec le contrat contresigné dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le soumissionnaire du contrat signé par le pouvoir adjudicateur. Si l'attributaire ne fournit pas la garantie requise dans le délai imparti, le contrat sera frappé de nullité; un nouveau contrat pourra être établi et adressé au soumissionnaire ayant présenté la deuxième offre conformément

moins disante.

13. Réunion d'information et/ou visite de site

Une visite de site obligatoire aura lieu à l'initiative du pouvoir adjudicateur le lundi 11 mars 2014 à 9 h dirigée le Colonel KODIA Nizier Christian à l'adresse suivante :

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

Email : nizierkodia@hotmail.fr

Tél : + 242 06 627 56 03

14. Validité des offres

Les offres sont valables pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

15. Période de mise en oeuvre des tâches

La période mise en oeuvre des tâches est de 180 jours, allant de la signature du contrat jusqu'à la réception provisoire. Les travaux doivent impérativement être terminés pour le 31 décembre 2014, période de réception incluse.

CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

16. Critères de sélection

Afin d'être considérés comme éligibles pour l'attribution du marché, les soumissionnaires doivent fournir la preuve qu'ils répondent aux critères de sélection. Cette preuve doit être fournie par les soumissionnaires par le biais des informations et des documents décrits au point 12.1 ci-dessus et sous toute autre forme que les soumissionnaires souhaiteraient utiliser.

Dans le cas d'une offre soumise par un consortium, et sauf disposition contraire, ces critères de sélection seront appliqués au consortium dans son ensemble:

Les critères de sélection de chaque soumissionnaire sont les suivants:

Capacité économique et financière du candidat:

- le chiffre d'affaires annuel moyen du soumissionnaire au cours des trois dernières années doit être égal au moins à 300 000 000 FCFA

- s'il est le seul soumissionnaire, il doit avoir accès à un crédit et à d'autres facilités financières suffisantes pour couvrir les flux de trésorerie, requis pour la durée du marché. Dans tous les cas, le montant du crédit total disponible doit dépasser l'équivalent de 90 000 000 FCFA

(a) sur base d'une confirmation bancaire ou d'une ligne de crédit disponible ou d'un fonds de roulement positif du dernier bilan

Capacité technique et professionnelle du candidat:

- il doit avoir achevé au moins 3 projets de même nature/montant/complexité comparable aux travaux couverts par l'offre qui ont été exécutés durant la période qui suit: < 5 années à compter de la fin du délai de soumission, le 28 avril 2014. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des copies des certificats de réception finale signés par les maîtres d'œuvre/maîtres d'ouvrage pour les projets concernés.

Cela signifie que le projet auquel le soumissionnaire se réfère pourrait avoir commencé ou avoir été exécuté ou avoir été achevé à n'importe quel moment durant la période indiquée, mais ne doit pas nécessairement avoir commencé et avoir été achevé durant cette période, ni avoir été exécuté pendant l'intégralité de ladite période.

- il doit exécuter au moins 70 % des travaux du marché par ses propres ressources, ce qui signifie qu'il doit disposer de l'équipement, des matériaux, des ressources humaines et financières nécessaires pour lui permettre d'exécuter cette part du marché.

- s'il s'agit du membre principal d'une joint-venture/d'un consortium, il doit avoir la capacité d'exécuter au moins 50 % des travaux du marché par ses propres moyens.

- s'il s'agit d'un partenaire d'une joint-venture/d'un consortium (c'est-à-dire, pas le membre principal), il doit avoir la capacité d'exécuter au moins 10 % des travaux du marché par ses propres moyens.

- Tout son personnel d'encadrement doit avoir au moins 2 années d'expérience appropriée et doit avoir les qualifications, attestées, afférentes à des travaux de nature similaire à celle du projet considéré

(a) Copie des diplômes du responsable de chantier

Un opérateur économique peut, lorsque cela est approprié, et pour un marché particulier, invoquer les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens qu'il a avec elles. A titre d'exemple, cela pourrait ne pas être jugé approprié par le pouvoir adjudicateur lorsque l'offre repose en majeure partie sur les capacités d'autres entités ou repose sur les capacités d'autres entités pour ce qui concerne les critères clefs. Dans ce cas, il doit prouver au pouvoir adjudicateur qu'il aura à sa disposition les ressources nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en produisant un engagement, de la part de ces entités, de mettre ces ressources à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, doivent respecter les mêmes règles d'éligibilité, et notamment celle de la nationalité, que l'opérateur économique. En outre les informations relatives à cette/ces entité(s) tierce(s) pour les critères de sélection pertinents devront être reprises dans un document séparé. Les preuves de leur capacité devront également être fournies lorsque le pouvoir adjudicateur en fait la demande.

17. Critères d'attribution

Prix

SOUMETTRE UNE OFFRE

18. Comment obtenir le dossier d'appel d'offres ?

Le dossier d'appel d'offres est disponible auprès du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

A l'attention de : Colonel KODIA Nizier Christian

Email : nizierkodia@hotmail.fr - Tél : + 242 06 627 56 03

Les offres doivent être rédigées uniquement au moyen du formulaire type de soumission pour les marchés de travaux inclus dans le dossier d'appel d'offres, dont les dispositions et la présentation doivent être strictement respectées. Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit à l'adresse ci-dessus (avec mention de la référence de publication indiquée au point 1) au moins 21 jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 19. Le pouvoir adjudicateur doit répondre aux questions au moins 11 jours avant la date limite de soumission des offres. Des éclaircissements ou des changements mineurs au dossier d'appel d'offres seront communiqués à tous les soumissionnaires au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des offres..

19. Date limite de soumission des offres

Le mardi 29 avril 2014 à 10H

Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération. Pour la réception des offres, les bureaux de l'Ecole Génie Travaux (EGT) sont ouverts tous les jours ouvrés de 8 h à 12 h.

Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération.

20. Séance d'ouverture des offres

Lundi 29 avril 2014 à 11 h à l'adresse suivante :

Ecole Génie Travaux (EGT)

Ministère de la Défense Nationale

BP 2507 – Brazzaville

A l'attention de : Colonel KODIA Nizier Christian

Email : nizierkodia@hotmail.fr

Tél : + 242 06 627 56 03

21. Langue de la procédure

Toutes les communications écrites de cette appel d'offres doivent être faites en français.

22. Base juridique

Accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 juin 2000, tel qu'amendé.



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

«HCR/COB/UAL/019/2014 n°»

1. Dans le cadre de l'application de sa politique portant sur le déblocage des véhicules utilisés dans le cadre de son activité humanitaire, la Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) en République du Congo voudrait procéder à la vente aux enchères de son parc automobile à Brazzaville et probablement à Bétou et à Impfondo.
2. La Représentation du HCR en RC invite les Entreprises et Particuliers spécialisés dans le domaine de la vente organisée à manifester leur intérêt pour cette activité et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité technique d'effectuer ladite vente aux enchères (note de présentation, curriculum vitae, missions similaires exécutées, disponibilité, mobilité géographique).
3. La compagnie ou le particulier choisi (e) agira en qualité d'intermédiaire du HCR ; publiera deux avis de vente aux enchères ; organisera le transport du matériel du lieu actuel vers le site de la vente ; fournira au HCR une évaluation technique du matériel ; retirera tous les logs du HCR sur les véhicules vendus ; s'assurera de l'état de propreté des véhicules avant la vente et de l'acquiescement par l'acheteur de tous les droits, taxes et TVA avant la remise du véhicule ; assurera la transparence et l'intégrité du processus de la vente ; conduira des enchères publiques ouvertes ; présentera un rapport sur la vente aux enchères détaillant les montants reçus pour chaque lot et le HCR pourra procéder au déblocage des fonds en faveur du commissaire-priseur.
4. Les entreprises et particuliers désireux d'obtenir des informations complémentaires peuvent s'adresser à l'Unité des Approvisionnements et de la Logistique, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables. Les Termes de Référence peuvent être consultés à la même adresse.
5. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées de préférence en version électronique ou sous pli fermé à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le 4 mars 2014.

Représentation du HCR
6, rue du 18 mars 1977- Quartier Moulin Catholique
Brazzaville, Tél : 05 547 81 71
Courriel : approvisionnement@unhcr.org ; hamdi.alberti@unhcr.org



REMERCIEMENTS



Pour leur heureux mariage
le couple Gampio remercie parents,
amis et connaissances
qui les ont soutenues
lors de la célébration de leur mariage.

Merci

Nous vous ouvrons
les portes du Moyen-Orient

Brazzaville - Dubaï
3 Vols directs / semaine

ECAir
www.flyeca.com | 343 065 00 05 00 (Congo)
relationclients@flyeca.com | 33 01 78 77 78 77 (France)

BTS Solutions IT
Design et Graphisme - Développement des Applications & Fourniture des Equipements - Système de Sécurité et Vidéo Surveillance - Formation - Conseil & Consulting

BYTES TECHNOLOGY AND SYSTEM

Simplifier l'Informatique

PROMOTION DE NOS SOLUTIONS ADAPTEES

PRODUITS & SERVICES	OFFRES PROMO !	PRIX TTC
Design & Graphisme :	- Conception des logos professionnels (avec 10 adresse e-mail professionnelle gratuite « monnom@monentreprise.com »)	A partir de 35.000
	- Conception des prospectus et manuel d'entreprise, carte de visite, badges, carte d'invitation, etc.	A partir de 25.000
Développement des applications et site Web :	- Solution de gestion des flottes, charrois et parc automobile (personnalisées)	A partir de 350.000
	- Solution de gestion informatisée des hôtels, restaurants, etc.	A partir de 250.000
Système de sécurité informatique :	- Développement des sites web dynamiques et professionnel (avec 100 adresses e-mail gratuite 'monnom@monentreprise.com')	A partir de 300.000
	- Mise en place des badgeuses d'accès biométriques pour vos agents (équipement et installation)	A partir de 650.000
	- Mise en place des alarmes, serrures de portes blindées et bio métriques, etc. (équipement et installation)	A partir de 150.000
	- Mise en place de solution de traçabilité GPS de vos flottes (véhicules, engins) avec gestion des carburants et état du moteur en temps réel. (équipements et installation)	A partir de 665.000
Fourniture des équipements :	- Mise en place des caméras de surveillance (équipements et installation)	A partir de 295.000
	- Ordinateur portable HP : (Processeur Intel Atom Core Duo 2 Ghz, Ram 1 ou 2 Go, Disque dur 160 ou 250 Go, Wifi, Micro SD, Webcam, Windows 8 Starter)	A partir de 200.000
Formation, Conseil & Consulting :	- Tablette et smartphone (4, 8, 9 pouces, 3G, etc.)	A partir de 150.000
	- Formation suite bureautique (Word, Excel, Powerpoint, Publisher), initiation en Infographie, initiation au montage vidéo, CIEL Compta, Sage Compta et Gestion commerciale.	A partir de 50.000

Pour tout contact :
Tél. : +242 06 697 99 15 / 05 604 92 71.
E-mail : info@btechsystem.com
Adresse : 673, Avenue Marien Ngouabi (en face du château d'eau), Quartier OCH, Pointe-Noire, Congo.
RCGM : 11 A 72 63 - NIU : P201211000427063



AVIS DE RECRUTEMENT

Responsable des Ressources Humaines H/F

La Société Générale Congo, filiale du Groupe Société Générale, recherche un Responsable des Ressources Humaines. L'intéressé sera rattaché au Secrétaire Général et aura pour tâches spécifiques de :

- Mettre en place une politique RH pour la SG Congo en cohérence avec les enjeux business et les politiques du Groupe Société Générale.
- Gérer des processus de communication employeur, recrutement, d'intégration, de formation, de rémunération, de gestion de carrière et de développement RH.
- Implémenter, optimiser et suivre les procédures RH en renforçant le lien de proximité avec les managers opérationnels.
- Conduire des projets RH.
- Gérer les relations sociales et le respect de la législation sociale.
- Gérer le personnel.

Profil recherché

- Justifier d'au moins 10 années d'expérience à un poste de Directeur des Ressources Humaines dont une partie significative au sein d'un groupe international et/ou d'une entité multi-sites.
- Avoir une solide expérience managériale, acquise en Afrique et idéalement dans la zone sub saharienne.
- Maîtriser parfaitement le français.

Qualités

- Vision stratégique du management des ressources humaines
- Charisme naturel.
- Très bonnes aptitudes en matière de conduite du dialogue social

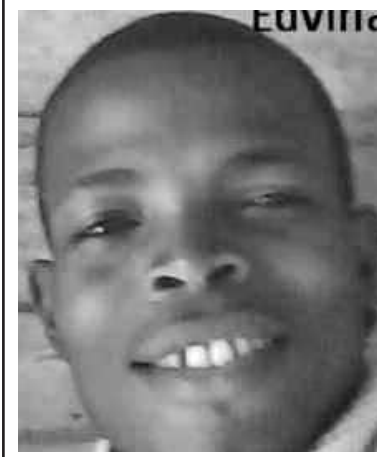
La Société Générale Congo vous offre la possibilité de rejoindre un groupe bancaire international avec un plan de carrière professionnelle évolutif.

Les postulants sont priés de déposer leur dossier de candidature sous pli fermé avec la mention « Responsable Ressources Humaines » au Siège de la banque sis Avenue Amilcar Cabral à Brazzaville. Ils peuvent également adresser leur candidature à l'adresse suivante: rh.sgc@socgen.com

Composition du dossier :

- Un CV
- Une lettre de motivation
- Copie légalisée des diplômes

Date limite de dépôt des candidatures : 6 mars 2014



NÉCROLOGIE

Patric Nguimbi et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances du grand marché Pointe-Noire, le décès de leur petit frère, fils Nguimbi Chancel Aliace « Punisher » décès survenu le lundi 24 février 2014 à 2heures du matin à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire a lieu au domicile familial sis derrière la direction générale de COGÉLO centre ville Pointe-Noire.

La date de l'inhumation est prévue pour ce mercredi 5 mars 2014 au cimetière de Nvidoulou.



COMMUNIQUÉ

Rom Ando Daniel N'Gouala recherche sa maman Marie Claire Bossiguiri, qui est sorti de l'hôpital psychiatrique du CHU de Brazzaville.

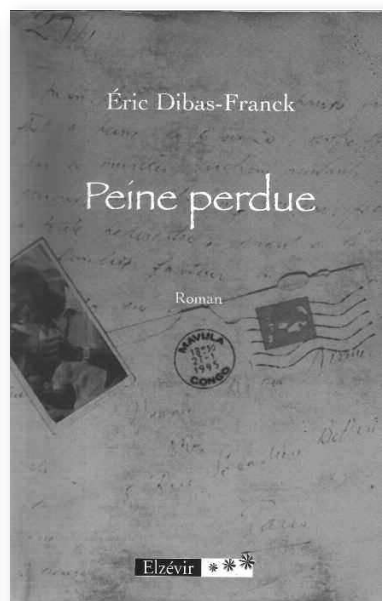
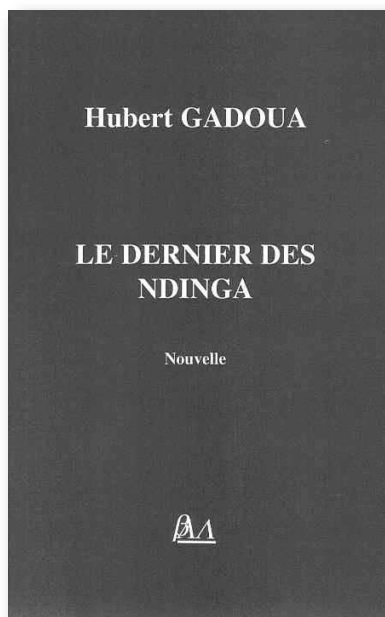
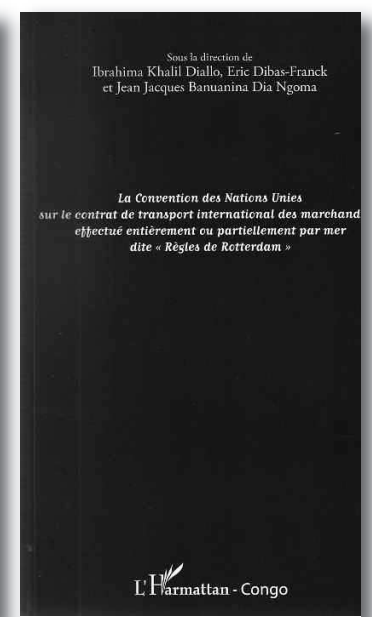
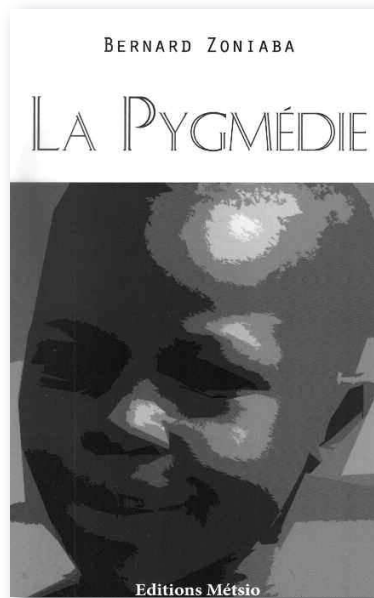
Toute personne ayant vue cette personne est priée de contacter

Sideney Dongou
au Tél. : 06 620 10 93

Appel à candidatures pour un poste d'enquêteur temporaire

Projet à la recherche d'un enquêteur dynamique qui parle des langues ouest africaines. Qualifications : expérience sur un poste similaire, ou expérience professionnelle dans les affaires (import/export) ; rigueur et capacité à respecter les délais et respect des instructions verbales et écrites indispensables ; maîtrise d'une ou plusieurs langues de l'Afrique de l'Ouest exigée. Pour postuler : appelez le 06 823 16 36 avant le mercredi 5 mars 2014.

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



CHRONIQUE

Célébrons les Femmes

Malgré l'affirmation politique de certaines femmes à l'instar d'Angela Davies, Simone Weil, Aung San Suu Kyi hier, Catherine Samba Panza, présidente de la transition de la Centrafrique, Ioulia Timochenko, égérie de la révolution orange en Ukraine... , aujourd'hui, les femmes continuent de souffrir. En République démocratique du Congo par exemple toutes les minutes, une femme est victime de viol. Que de chemin parcouru depuis, car il faut l'admettre l'égalité tant prônée est loin d'être établie. Aujourd'hui encore, des millions de femmes se voient refuser leurs droits fondamentaux et n'ont pas accès à l'éducation, aux services de santé, au micro-crédit, à la justice et à l'emploi; et cette même condition féminine est nettement défavorable dans les trois régions d'Asie du Sud, d'Afrique Subsaharienne, et du Moyen-Orient.

De manière générale et paradoxale, les plus grands acquis pour les droits des femmes se trouvent être dans les domaines de l'emploi, l'éducation et bien entendu la politique. Elles sont plus nombreuses à travailler, à être alphabétisées et à aller à l'université dans des secteurs qui étaient jusqu'à réservés aux hommes. Cependant, la violence à leur endroit demeure un des plus grands problèmes qu'elles continuent à affronter et qui devrait captiver l'attention générale et susciter une plus grande mobilisation.

La journée de la femme, qui trouve ses origines dans les mouvements révolutionnaires socialistes européens du début du XXe siècle, doit nous rappeler chaque année que le combat de ces femmes, avant-gardistes, ne doit pas s'arrêter en si bon chemin. Ces femmes ordinaires, ouvrières, mères de famille, en voyant leurs droits et leurs valeurs ignorés, engagèrent les premières luttes pour l'égalité, la paix et le droit de vote. C'est au cours de la Journée internationale de la femme en 1975 que les Nations Unies commencèrent à commémorer la Journée internationale de la femme tous les 8 mars. En décembre 1977, l'Assemblée générale adoptait ainsi une résolution proclamant qu'une «Journée pour les droits de la femme et la paix internationale devait être célébrée par les États membres un jour quelconque de l'année, selon leurs traditions historiques et nationales», c'est ainsi que même la France de François Mitterrand accorda un statut officiel à la journée de la femme le 8 mars 1982.

Si en 2009, les Nations Unies avaient dédié cette journée à la lutte contre les violences faites aux femmes, thème récurrent et toujours d'actualité, en 2010, il s'est agi de la situation des femmes déplacées lors de conflits armés. En 2012 l'on incitait à «L'autonomisation des femmes rurales et donc à l'éradication de la faim et de la pauvreté.»

Cette année, nous célébrons la femme en clamant haut et fort que son « égalité, c'est le progrès pour toutes et tous. » Certains hommes ont exprimé à travers des pensées symboliques la place qui revient à la femme. Peut-être devrions-nous tous, nous mobiliser et comme eux démontrer notre solidarité? «La femme est l'avenir de l'homme», Louis Aragon, Jean Ferrat, «L'admission des femmes à l'égalité parfaite serait la marque la plus sûre de la civilisation, et elle doublerait les forces intellectuelles du genre humain», Stendhal ou encore «Femmes, c'est vous qui tenez entre vos mains le salut du monde», Léon Tolstoï, mais encore plus expressive cette pensée de Gandhi, pour qui «Appeler les femmes "le sexe faible" est une diffamation; c'est l'injustice de l'homme envers la femme. Si la non-violence est la loi de l'humanité, l'avenir appartient aux femmes». Alors en chœur, souhaitons aux femmes une excellente journée, porteuse d'espérances et de progrès.

Ferréol Constant Patrick Gassackys

Les Dépêches de Brazzaville célèbrent la femme

À l'occasion du Forum mondial des femmes francophones qui se tiendra à Kinshasa, en République démocratique du Congo, les 3 et 4 mars 2014 et de la Journée internationale de la femme, l'Agence d'information d'Afrique centrale - Les Dépêches de Brazzaville publie un nouveau numéro spécial consacré aux actions des femmes du continent concernant la paix, l'économie, le développement, la défense de l'égalité et de la parité femme-homme, la santé, l'éducation, la formation et la culture

Porter les ambitions de tout un continent.

Sans le vouloir, ce sont les femmes qui se sont imposées comme nos interlocutrices dans ce numéro spécial des Dépêches de Brazzaville réalisé à l'occasion du second Forum mondial des femmes francophones et de la Journée internationale de la femme. Africaines d'ici et d'ailleurs, elles font bouger les lignes dans tous les domaines. Artistes, militantes, entrepreneures, scientifiques, responsables politiques, actrices de la société civile, personnalités de haut niveau, nombreuses sont celles qui ont accepté de participer à ce numéro exceptionnel.

Défendre les causes des plus faibles

Personnalités de haut niveau, leurs témoignages, leurs parcours sont édifiants. La première dame de la République du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso; la présidente de la Centrafrique, Catherine Samba-Panza; la ministre française de la Francopho-

nie, Yamina Benguigui; la procureure de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda; l'actrice Rachel Mwanza; Rokhaya Diallo, citée l'année dernière parmi les cent femmes françaises les plus influentes par le magazine Slate ainsi que la chanteuse Inna Modja; la styliste Adama Ndiaye; l'actrice Sonia Rolland; la réalisatrice Euzhan Palcy; l'écrivaine Calixthe Beyala... À travers leurs propos se dessine une image contrastée de l'ensemble des défis qui se posent au continent.

S'imposer malgré le poids des traditions

Ce numéro met aussi en lumière des parcours de femmes très différentes qui ont su s'imposer malgré le poids des traditions. À la lecture des différents portraits, la formation, placée au cœur des discussions du Forum mondial des femmes francophones de Kinshasa, revient comme la clé de chacun de ces parcours de réussite. Formation, travail, exigence personnelle, cette alchimie du succès est valable pour tous. Francine Ntoumi, chercheuse congolaise; Jeanine Mabunda, première femme à la tête de l'institution qui gère les entreprises publiques de RDC; Fatima Beyina-Moussa, directrice générale de la compagnie aérienne nationale du Congo-Brazzaville; Nicole Dibamabuki, première femme directrice de la Radio-Télévision nationale de RDC; la femme d'affaires Anne-Émilie Carlo-Poto; l'ex-ministre italienne de l'intégration, Cécile Kyenge, dont on retrouve les portraits ou les inter-

views dans les colonnes de ce journal en sont des exemples parmi d'autres.

Rester debout dans les épreuves

Béquilles économiques de l'Afrique pendant les années de casse sociale qui ont résulté des plans d'ajustements structurels, maillons essentiels des systèmes de solidarité africains – comme le rappellent la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, Dov Zerah ou Calixthe Beyala –, qu'elles soient simples ménagères ou premières dames, les femmes africaines sont les piliers qui tiennent le continent debout. Alors qu'en de nombreux lieux d'Afrique, à commencer par l'est de la RD-Congo où le viol est utilisé depuis vingt ans comme une arme de guerre, on veut rabaisser cette « moitié du ciel », humilier ces femmes, briser leur espérance de mille et une façons, ainsi que le rappellent tristement Fatou Bensouda, procureure de la Cour pénale internationale, et le docteur Denis Mukwege, récipiendaire de nombreux prix internationaux pour son travail en faveur des femmes victimes de violences sexuelles, ce numéro veut célébrer les Africaines, qu'elles vivent sur ou en dehors du continent. Et quand chaque jour le monde s'ingénie à leur faire oublier qui elles sont, que ce journal leur rappelle ceci, pour reprendre le mot de la cinéaste Euzhan Palcy: «Vous êtes des reines, restez sur votre piédestal, ne vous rabaissez jamais! Respectez ce que vous êtes!»

Rose-Marie Bouboutou

pour 300 FCFA | 50 min | 100 sms | 20 Mb

unis par les meilleurs forfaits

Na week-end! Loba na yo Na ba bonus SMS + Internet

Forfaits en F CFA	minutes	SMS	Mb	Souscription
300	50	100	20	*122*9#
500	100	200	50	*122*10#

airtel
le réseau qui nous unit

Pour plus d'infos, appelle le 141.

MATETE

Les services de population et de l'état civil dotés des mobiliers et matériels de bureau

Ces équipements sont un don de la commune d'Olné, dans le cadre de son partenariat avec la municipalité kinoise.

Les services de l'état civil et de la population de la commune de Matete viennent d'être dotés, le 1er mars, d'un lot de mobiliers et matériels de bureau. Cela, dans le cadre de la poursuite du partenariat entre la commune belge d'Olné et la municipalité kinoise. Ce lot est composé de seize chaises bureau (trois fauteuils, douze chaises bureau et quatre chaises de guichet), huit tables office, quatre ordinateurs, quatre onduleurs et deux imprimantes.

À la remise de ces outils, le bourgmestre d'Olné, Ghislain Senden, a noté que ce don est la concrétisation de la promesse faite par Olné, de doter ces services de la commune de Matete, d'outils de travail. Il vise à permettre à ces services d'être efficaces. « On a déjà travaillé plusieurs fois et on a estimé ce qui peut être nécessaire pour la population. C'est à vous maintenant de travailler pour le bien-être de cette population », a-t-il indiqué aux agents et



Remise officielle des outils à Bayllon Gaibene par le bourgmestre Ghislain Senden

cadres de ces deux services. Ghislain Senden a appelé les utilisateurs à plus de compétence et à beaucoup de rigueur afin d'arriver aux résultats attendus d'eux. « L'ordinateur n'est qu'un outil. C'est un gros crayon et un carnet. C'est à vous de l'utiliser car il ne fera que ce que vous lui demanderez de faire », a-t-il insisté. Pour permettre aux utilisateurs

de ces outils d'être à la hauteur de leurs tâches, le partenariat a prévu leur mise à niveau. Dans cette optique, le bourgmestre d'Olné a annoncé l'organisation d'une formation à partir de la semaine. L'autorité municipale de Matete, Bayllon Thierry Gaibene, lui, a remercié la commune d'Olné pour cet apport, qui vise l'efficacité des

services de la commune congolaise, pour le bien-être de sa population. Il a rassuré Ghislain Senden sur l'utilisation de ces outils, tout en lançant un appel à ses collaborateurs afin de ne pas décevoir la volonté belge. Bayllon Gaibene a rappelé que ce partenariat entre Olné et Matete, qui court depuis 2011, a déjà produit plusieurs réalisations pour

Matete et sa population. La construction des bureaux pour les treize quartiers de la municipalité est parmi les grandes œuvres déjà en cours dans le cadre de ce partenariat. « Nous vous remercions également pour le financement des bureaux de nos quartiers dont les fonds pour six d'entre eux sont déjà à la disposition de Matete », a-t-il souligné. On rappelle que ce partenariat s'est premièrement attelé sur les services de l'état civil et de la population. La vision est de les moderniser en vue de leur permettre d'être efficace et de remplir correctement leurs tâches. Dans ce cadre, ces deux services ont déjà bénéficié de plusieurs réalisations. La réhabilitation de la maison communale et la dotation des services de l'état civil et de la population en fournitures de bureaux ont été les prémices de ce partenariat. Cette entente a également permis de doter la maison communale de Matete de l'énergie solaire en vue de pallier la carence du courant électrique que connaît la ville-province de Kinshasa.

Lucien Dianzenza

RCA-RDC

Catherine Samba Panza en séjour à Kinshasa

La présidente centrafricaine de transition, Catherine Samba Panza, a foulé le sol congolais, le 1er mars, quelques mois après son élection par le Conseil national de transition (CNT) à l'issue du second tour. Elle a été accueillie à l'aéroport international de Ndjili par le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo.

Catherine Samba Panza place sa visite sous le signe de la gratitude envers la RDC et, par ricochet, à son homologue Joseph Kabila qui s'est impliqué personnellement à côté de ses pairs de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en vue de tirer son pays du bourbier dans lequel il s'est enfoncé pendant la crise qui l'avait secoué. Elle met un point d'honneur sur les relations de bon voisinage et de coopération qui ont toujours caractérisé les rapports entre la République démocratique du Congo (RDC) et la République Centrafricaine (RC) qui, non seulement partagent une même frontière longue de 1.577 kms, mais aussi ont une histoire commune. En cela, ils sont tenus de vivre en étroite coopération pour le bien de leurs communautés respectives, a-t-elle indiqué à la presse peu après sa descente d'avion. Arrivée en RDC au moment où celle-ci se prépare à abriter le deuxième forum des femmes francophones, Catherine Samba Panza s'est dit très impliquée dans la cause féminine et particulière-



La présidente centrafricaine de transition, Catherine Samba Panza

ment dans la promotion des droits des femmes. Et la présidente de la RC d'ajouter qu'un effort est entrepris dans son pays sous son impulsion pour amener les femmes à accéder à un niveau de responsabilité. Elle pense être en elle-même un cas qui traduit la volonté des gouvernants centrafricains à œuvrer pour la cause des femmes. Mesurant parfaitement les défis qui l'attendent en termes de rétablissement de la paix en Centrafrique, Catherine Samba Panza réaffirme son engagement citoyen à œuvrer dans cette optique. Ces défis sont multiples, a-t-elle ajouté, et touchent au social à la sécurité des populations. Elle croit les relever avec le concours des différents partenaires et des pays amis.

A.D.

COOPÉRATION

Washington pressé de revoir ses priorités d'investissements en RDC

Ben Affleck, comédien et réalisateur américain, exhorte son pays à revoir ses priorités dans la fourniture de l'aide à la République démocratique du Congo (RDC).

Après s'être désengagés du projet Inga III en subordonnant sa contribution financière par des réformes politiques à entreprendre par la RDC, les États-Unis d'Amérique sont aujourd'hui sur le point de revoir leurs priorités dans la fourniture de l'aide à apporter aux Congolais. À la base de cette nouvelle vision se trouverait un comédien et réalisateur américain du nom de Ben Affleck qui semble en faire son credo. L'intéressé qui avait été auditionné tout récemment par la commission des Affaires étrangères du Sénat à Washington, a tenté d'argumenter sur ce qu'il croit être une démarche salutaire pour la RDC, à savoir l'en-

gagement pour Washington en faveur des investissements spécifiques et à petite échelle en lieu et place des gros projets souvent mal négociés. Il estime, en ce qui le concerne, que ces types d'initiatives ont l'avantage d'être mieux contrôlées de sorte à atteindre les objectifs pour lesquels il a été entrepris. Les populations congolaises, se convainc-t-il, ont une préférence pour un investissement qui leur donne un travail plutôt que des financements mal affectés qui les rendent encore plus dépendants de l'aide financière les obligeants toujours à vivre dans des camps. Pour ce faire, Washington a été prié de revoir son aide au développement en RDC en mettant plus d'accent sur des investissements moins lourds orientés vers des secteurs spécifiques et bien ciblés. L'acteur américain a exhorté le secrétaire d'État, le président et le Congrès américain dont l'engagement dans cette nouvelle approche « peut contribuer à faire la différence en RDC ».

Pour rappel, Ben Affleck n'est pas à son premier plaidoyer du genre pour la RDC. En décembre 2012, il avait plaidé pour le renforcement du mandat de la Mission des Nations unies en RDC dans le seul but de protéger les populations congolaises.

Ben Affleck

Alain Diasso



TRANSPORT MARITIME

Le bac Kisangani 3 de nouveau opérationnel sur le fleuve Congo

Les travaux de remise en état de ce bac ont duré cinq mois pour un coût total d'environ 150.000 euros sur financement de la Coopération belge via le Programme de réhabilitation des pistes au Congo, (Prepico 3), dans son volet bacs.

Depuis le 19 février 2014, le bac Kisangani 3 immatriculé A 23678 est de nouveau opérationnel au point de passage bac Kisangani sur le fleuve Congo. Ceci grâce au financement de la Coopération belge via le Programme de réhabilitation des pistes au Congo, (Prepico 3), dans son volet bacs. La cérémonie de remise et d'inauguration du bac a eu lieu le 19 février en présence du vice-gouverneur de la Province Orientale, du ministre provincial de la Fonction publique, travail et prévoyance sociale, mobilité et voies de communication, des députés provinciaux, de la CTB, des agents et cadres de l'Office des routes ainsi que d'autres invités. En arrêt de service depuis février 2012 suite aux pannes de moteurs et de multiples détériorations de structure et des équipements, ce bac peut à nouveau se mouvoir sur le fleuve Congo à la grande satisfaction de ses usagers. Les travaux de réhabilitation de ce bac ont



Le bac Kisangani 3 réhabilité

porté notamment sur la réparation du volet d'embarquement, la reconstruction des salles des machines et de la timonerie, le remplacement des deux moteurs et propulsions, le reconditionnement des équipements de pont, l'installation des équipements électriques et de sécurité, les travaux de peinture, ... Dans l'ensemble les travaux ont duré cinq mois pour un coût total d'environ 150.000 euros, apprend-on. « La remise en état du bac Kisangani 3 est importante dans la mesure où le point de passage bac de Kisangani permet de désenclaver les grands bassins de production et axes routiers de la

province, tels Opala, Ubundu et facilite surtout la circulation des biens, des personnes, et des habitants de la commune de Lubunga sur la rive gauche vers les autres communes de la ville de Kisangani. J'invite ainsi, les agents et cadres de l'Office des routes à gérer en bon père de famille cette infrastructure en s'appuyant notamment sur les conseils des experts de la CTB », a déclaré le vice-gouverneur de province Pascal Ombi Opana, représentant le gouverneur de la Province.

Par ailleurs, il est à signaler, concernant la gestion du bac, que l'Office des routes avec le concours

du Volet bacs de Prepico 3 a mis en place depuis le mois de septembre 2013, des mesures provisoires de gestion au niveau du point de passage du bac Kisangani.

Ces mesures portent notamment sur l'ouverture d'un compte bancaire où sont logées les ressources de traversée, sur la mise en place d'un comité mixte CTB-

Office des routes pour le suivi de l'exploitation du bac ainsi que sur la détermination de quotités pour l'allocation des recettes du bac et la constitution d'un fonds de réserve pour appuyer les entretiens et futures réparations.

La programmation des dépenses, la constitution d'un fonds d'appui aux entretiens et réparations pour ce bac ainsi que pour d'autres de la province, la participation des recettes du bac dans les travaux d'entretien de la route, en l'occurrence la suppression des bourbiers au PK 3 & 4 sur l'axe routier Kisangani-Ubundu de la route provin-

cial 410 (RP 410) etc, constituent les premiers résultats encourageants de ces mesures de gestion provisoire. D'autres développements sont encore prévus sur l'actuel programme afin de garantir le fonctionnement durable de ce point de passage essentiel pour la province : d'une part, le mode de gestion sera consolidé grâce à l'amélioration des outils de suivi de l'exploitation du bac et, d'autre part, un aménagement physique du site par des travaux portant sur les embarcadères, sur le contrôle du flux de trafic des véhicules et des piétons et sur l'installation de guichets de péage.

Rappelons qu'à l'arrêt de ses services, le trafic entre les deux rives de la ville de Kisangani était assuré dans un premier temps par des pousseurs privés loués par la Direction provinciale de l'Office des routes, et ensuite, par l'accouplement de deux bacs de l'Office des routes : le bac Kisangani 2 (bac piétons), après sa remotorisation par le Programme CTB Prepico 3 - volet bacs en juin 2013, servant de pousseur, et le bac de Simi-Simi, également en panne de moteurs, servant de barge.

Alain Diasso

PROVINCE ORIENTALE

Bientôt une campagne de distribution gratuite des moustiquaires imprégnées d'insecticide

Parmi les moyens de lutte contre le paludisme pour ce qui est de la prévention de cette maladie qui touche plus les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, l'utilisation de la moustiquaire imprégnée d'insecticide demeure en bonne place.

Pour ce faire, le gouvernement congolais avec l'appui de ses partenaires dont l'Association de santé familiale milite pour que chaque ménage puisse au moins disposer de cette moustiquaire pour se protéger contre le paludisme ou la malaria. Après la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide dans la ville de Kinshasa, c'est le tour de la province orientale. Plus de cinq millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide vont bientôt être distribuées dans cette province pour un coût total de près de vingt-cinq millions de dollars américains. C'est le coordonnateur national du suivi et évaluation au sein de l'Association de Santé Familiale, Olivier Palata, qui a livré cette information au cours de la première réunion de l'année 2014 du groupe de travail paludisme tenue dans l'enceinte de la grande salle du restaurant « La bourgeoise » situé dans la commune de Makiso à Kisangani en province orientale.

S'agissant de la lutte contre le paludisme dans la province orientale, plusieurs activités ont été menées durant l'année dernière. A ce sujet, le coordonnateur provincial du Programme National de Lutte contre le Paludisme, le Dr Bene Amisa cite entre autre la tenue d'un atelier de la revue trimestrielle de validation des données du programme national de lutte contre le paludisme ; il ya eu également l'organisation des campagnes de sensibilisation des ménages sur la lutte contre le paludisme. on note aussi la distribution des moustiquaires dans cinquante-neuf zones de santé sur les quatre-vingt-trois que compte la Province Orientale.

La lutte contre le paludisme est butée à certaines difficultés dans Province Orientale. À en croire le coordonnateur provincial du Programme national de lutte contre le paludisme, il s'agit en l'occurrence du récurrent problème de rupture de stocks des intrants dans les zones de santé appuyées par le Fonds mondial.

Aline Nzuzi

PARC DES VIRUNGA

La société civile environnementale s'inscrit contre les activités de Soco international

Des ONG ont relevé, dans une déclaration faite à l'issue de la journée de réflexion et d'échange, des menaces que font peser les activités de cette compagnie pétrolière sur l'avenir de cette aire protégée et sur les communautés riveraines.

Des organisations congolaises œuvrant dans le domaine des ressources naturelles ont tenu, le 26 février dans la salle de réunions du réseau Ressources naturelles, à Kinshasa, une journée de réflexion et d'échange sur les menaces qui pèsent sur l'avenir du parc des Virunga ainsi que sur les communautés riveraines par les activités d'exploitation pétrolière menées par la compagnie Soco international PLC.

Dans la déclaration qui a sanctionné ces travaux, ces ONG ont noté que le parc des Virunga pourrait constituer un moteur de développement économique durable pour les pays et les générations futures. Aussi ont-elles soutenu que la valeur économique réelle et potentielle du parc des Virunga est de loin supérieure aux potentiels des revenus pétroliers.

Par contre, pour ces organisations, l'existence des blocs pétroliers dans les aires non protégées ne peut pas justifier l'acharnement du gouvernement congolais et de la société Soco à l'exercice des activités pétrolières dans les limites du parc. Elles ont, en outre, fait observer que les impacts des activités pétrolières sur les espèces rares du parc, la biodiversité, l'agriculture, la pêche, les écosystèmes, la santé des communautés ainsi que les différentes pollutions ne sont pas de nature à soutenir ce projet.

Arrêt immédiat des activités de Soco



Lecture de la déclaration de la société civile par le coordonnateur de RRN, Joseph Bobia

Relevant les effets néfastes des activités pétrolières de cette entreprise sur le parc et son environnement, la société civile a appelé à l'action des gouvernants du pays, de la société civile ainsi que de la communauté internationale. Les ONG ont demandé au président de la République le respect des lois du pays et la résiliation du contrat de partage de production signé avec Soco. Cependant, elles ont appelé le Parlement à ouvrir une enquête sur les conditions de l'octroi de tous les permis d'exploration et d'exploitation pétrolières délivrés dans les aires protégées. Le Parlement a également été exhorté à interpeller les ministres en charge des Hydrocarbures et de l'environnement sur la nature des autorisations octroyées en violation des lois ainsi qu'à intégrer les amendements de la société civile dans la proposition de loi sur le régime général sur les hydrocarbures, qui prend en compte la protection de l'environnement, des aires protégées et des sites du patrimoine mondial de l'Unesco et la promotion des droits et intérêts des communautés locales et

des peuples autochtones.

La société civile a conseillé au gouvernement l'arrêt immédiat des activités d'exploration dans les aires protégées, le retrait de tous les permis et autorisations délivrées aux sociétés pétrolières dans les aires protégées ainsi que le respect des lois du pays et les engagements internationaux.

Ces ONG ont, par contre, sollicité du procureur général de la République et le procureur près la cour d'appel du Nord-Kivu des poursuites contre les auteurs des actes d'intimidations et menaces sur les acteurs de la société civile engagés dans la protection du parc des Virunga. En effet, les partenaires ont été appelés à l'engagement et la mobilisation en faveur de la protection et la préservation des aires protégées du pays contre les activités pétrolières. Les organisations de la société civile ont, dans cette optique, salué l'acceptation par l'OCDE de la plainte de WWF déposée contre la société pétrolière Soco par rapport à ses activités dans le parc des Virunga.

Lucien Dianzenza

NUITS DES PERCUSSIONS

Ballet Longo vole la vedette à l'ouverture

Bien en possession de leurs moyens et maîtres de la scène, les percussionnistes du jeune groupe ont fort animé la Salle Brel du Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) le 27 février, soirée initiale de l'évènement organisé en prévision du Festival Mbonda Elela programmé début juin.

Le CWB a refusé du monde, assis à même le sol empêchant les allées et venues ou debout au fond de la salle le public ne se gênait pas de la promiscuité. Le spectacle valait sans doute la peine de faire taire toute récrimination à l'endroit des retardataires qui n'arrêtaient pas de se faufiler quitte à voir ne fût-ce qu'une parcelle du podium.

Avec sept ou onze percussionnistes grelots aux poignets, selon la pièce, en avant-plan de la scène accompagné par un xylophone, deux cloches métalliques et un mokwese, une sorte de clavecin traditionnel, le ballet était lancé. Le public séduit par le carnaval, c'est bien cela que signifie Molumbe (nom du spectacle présenté qui tire son origine du ngombe), offert par le Ballet Longo de Bumbu. Il en régnait de l'animation sur la scène avec les allées et venues des percussionnistes. D'un ta-



Le Ballet Longo jouant assis les pieds allongés et les tambours couchés

bleau à un autre, la mobilité était vraiment de mise.

Outre la frénésie que manifestaient les batteurs jouant de leurs mains, l'occupation judicieuse du podium avait définitivement séduit le public. En effet, avec le Ballet Longo, l'on était loin du confinement observé lors de la prestation de Djek Dance. En effet, lors du second spectacle de la soirée, la scène restait aérée quels

que soient les mouvements exécutés et le morceau joué. Les sons produits par les battements des mains sur la peau du tambour dont l'intensité demeurait variable selon les pièces étaient accordés à la chorégraphie.

Assis, agenouillés et accroupis

Même quand les percussionnistes avaient pris le parti de jouer assis, les jambes allongées à côté du bois du

tambour qui maintenant était l'objet de leur acharnement, les résonances n'arrêtaient pas de plaire. De la posture assise à la position accroupie en passant par une phase presque agenouillés, assis sur les talons, les percussionnistes ne semblaient souffrir d'aucune incommodité. Et le spectacle offert n'en devenait que plus appréciable pour l'assistance qui le ponctuait d'applaudissements. Plu-

sieurs dans l'assistance n'ont pu alors s'empêcher de comparer Molumbe à Kumosi wa ngoma, le spectacle précédent. Les sept dames de Djek Dance secondées à certains moments par trois jeunes gens n'avaient pas été médiocres, au contraire ! Mais leur performance n'égalait pas celle du Ballet Longo. Avec un nombre presque similaire au leur, la scène semblait bien trop encombrée. Et presque figées autour de leurs tambours à la différence de leurs successeurs qui ne n'hésitaient pas à aller d'un bout à l'autre de la scène, elles semblaient comme plantées là.

Le décor était demeuré le même, à une modification près avec l'ajout du lokole, le tambour à fente placé bien en évidence au devant de l'ensemble du groupe. Et la petite scène offerte quelques instants par la poitrine découverte de la joueuse du lokole bien en évidence détachée du lot de ses consœurs était parue fort incongrue à certains. Le public très observateur n'a pas manqué de réagir à la vue des mamelons dénudés. Un hic qui lui a valu d'être hué par les moins tolérants.

Nioni Masela

BOBISOLOBOTA

Promotion de la lecture chez les jeunes

La maison d'éditions, fondée en avril 2012, s'est donné pour mission de promouvoir la lecture et la littérature africaine d'expression française.

La maison d'édition BobisoLobota publie les œuvres d'auteurs d'Afrique francophone et a aussi pour but la promotion de la lecture et de la littérature africaine. Son siège se trouve à Kinshasa.

BobisoLobota développe actuellement le premier volet de son objectif intitulé « Lire et Ecrire »

(LEE). « C'est notre programme d'encouragement à l'apprentissage ou le réapprentissage de la lecture et l'écriture au sein de la jeunesse Kinois. Cette promotion est faite quotidiennement par les moyens de communication modernes tels Facebook, Twitter. Nous programmons dans le futur les atteindre par la radio et la télévision ainsi que des visites aux écoles de Kinshasa », a déclaré aux Dépêches de Brazzaville Amba L. Bongo, éditrice en chef de BobisoLobota. Le deuxième volet de l'objectif de la maison d'édition est la publication d'œuvres litté-

raires notamment les romans et les recueils de nouvelles ou de poèmes. « Nous préparons quelques œuvres d'auteurs congolais qui sortiront cette année. Nous avons plusieurs au-



BobisoLobota publie les œuvres d'auteurs d'Afrique francophone

tres manuscrits en étude. Nos publications seront distribuées en RDC ainsi que dans les autres pays africains d'expression française. Une moindre distribution sera faite en Europe et au Canada », a fait savoir Amba L. Bongo. Les éditions BobisoLobota, sont dans la continuité des éditions Bobiso fondées dans les années 80. Amba L. Bongo, fille du fondateur des éditions Bobiso s'est inspirée de ce nom pour créer BobisoLobota qui en Lingala signifie « Ensemble/Famille ».

Patrick Kianimi

COUPES AFRICAINES INTERCLUBS

V.Club accroche Dynamos à Harare, Don Bosco bat Djoliba à Lubumbashi

V.Club n'a pas tremblé à Harare face à Dynamos en match aller des seizièmes des finale de la Ligue des champions. Les Dauphins Noirs ont pu faire jeu égal avec le club zimbabwéen avant le match retour à Kinshasa. En C2, Don Bosco a pris une avance tout de même risqué de deux buts à un face à Djoliba du Mali à Lubumbashi.

Le premier acte des seizièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique entre la formation de Dynamos du Zimbabwe et l'AS V.Club de Kinshasa s'est soldé, le 1er mars, au National Sport Stadium d'Harare par zéro but partout. Les joueurs du coach Florent Ibenge Ikwange n'ont donc pas perdu sur le sol zimbabwéen. C'était déjà l'objectif du technicien français de souche congolaise qui affirmait quelques heures avant le match que V.Club allait jouer son jeu et ne pas subir le match. Mais ce résultat nul peut s'avérer un score piège parce que Dynamos FC n'a pas encaissé de but sur son sol. La qualification entre les deux équipes se jouera donc à Kinshasa ; et V.Club devra donc aussi éviter d'encaisser de but au stade Tata-Raphaël de la Kethule de Ryhove en cas de match nul dans une semaine au match retour.

En seizièmes de finale de la 11e édition de la Coupe de la Confédération,



Don Bosco à l'entraînement

le CS Don Bsoco de Lubumbashi s'est imposé même samedi au stade TP Mazembe de Lubumbashi, face à Djoliba de Bamako (Mali). Score de la partie : deux buts à un. Pour ce match, l'entraîneur franco-sénégalais a titularisé le gardien de but Kabeya. La ligne défensive a été composée de Masengo à droite, Tshani Mukinayi et Éric Ngoy Kabulo dans l'axe et Patient Mwepu à gauche. Au milieu de terrain, le Zimbabwéen Daryl Nyandoro s'est occupé de la récupération, avec Hervé Ndonga et l'autre zimbabwéen Carrington Gomba. Le Tanzanien Samakweri, le Zambien Luka Lungu et Reagan Pembele ont formé le trio offensif des Salésiens de Lubumbashi.

Le club malien a pourtant été le premier à ouvrir la marque dès la 5e minute de jeu. Les Salésiens ont mis la pression sur les Maliens après ce but, mais sans trouver la faille dans la dé-

fense de Djoliba. À la fin de la première période, le tableau d'affichage indiquait une avance d'un but en faveur des visiteurs. En deuxième période, le défenseur Éric Kabulo Ngoy a même loupé un penalty à la 55e minute. Entré en cours du match, Ushindi wa Kubanza a égalisé à la 67e minute sur penalty consécutif à une faute de main d'un joueur de Djoliba dans sa surface de réparation. Et à la 78e minute, c'est Éric Kabulo Ngoy qui a inscrit le but de la victoire de Don Bosco, se rachatant de fait de son penalty manqué. C'est donc sur une victoire de deux buts à un que les Salésiens vont se déplacer à Bamako dans une semaine pour le match retour. Éliminé dès le tour préliminaire de la Coupe de la Confédération la saison dernière, Don Bosco visait bien plus haut cette année dans cette compétition de la CAF.

Martin Enyimo

HOMMAGE À KING KESTER

Les sapeurs de Brazzaville et de Kinshasa ont fait leur récital

Chacun se disait être dans le temps et branché sous le regard intéressé d'un public qui a vu son attention être détournée pendant une bonne vingtaine de minutes par ces férus de l'élégance.

Arrivé à Kinshasa le 1er mars par un vol régulier d'Air France, la dépouille de King Kester Émeneya exposée au Palais du peuple a, comme il fallait s'y attendre, suscité un engouement sans pareille. Des Kinois venus de tous les horizons ont convergé, toute la journée, sur le site pour rendre hommage à l'illustre disparu. Sous la chapelle ardente où était exposé le cercueil recouvert du drapeau national, des gens de tout acabit se sont relayés tout le week-end pour s'incliner sur la dépouille sous les yeux accablés de la veuve Florence Mbu et des orphelins. Le rituel généralement prisé pour ces genres d'événements était respecté. Port d'uniformes et des polos frappés à l'effigie du défunt, musique et danse, recueillement, prière, etc., tout y était pour meubler cette circonstance exceptionnelle.

Plusieurs proches de King Kester ont quitté Paris pour accompagner le corps. Dans le lot, le chanteur Gina Wa Gina, celui que Mutu wa Zamani tenait pour idole. Éternel jeune avec un look particulier, il était l'un des premiers à s'incliner sur la dépouille prenant de bonnes minutes, genoux à terre, avant de



Exposition de la dépouille de Kester Émeneya au Palais du peuple

saluer la veuve et les autres membres de la famille biologique du défunt. Tyty Levallois et d'autres amis de la diaspora n'étaient pas en reste. Il en est de même des notables de Bandundu au premier rang desquels on pouvait apercevoir le gouverneur Jean Kamisendu et d'autres têtes couronnées de la province. Une forte délégation venue de Kikwit grâce aux bus affrétés par quelques bienfaiteurs dont Bienvenue Kamba qui a également rendu hommage au King, sans oublier celle des anciens de Lubumbashi, les « Kassapards » qui, par

devoir de mémoire, ont effectué le déplacement de Kinshasa.

Et la sape s'invite...

Parés de leurs plus beaux costumes, les « sapeurs » ont donné une saveur particulière à cette cérémonie avec leurs frasques à la limite de la décence. « C'est une façon pour nous d'honorer notre vieux tellement qu'il aimait bien s'habiller », s'enquit un passionné de cette mouvance dont King Kester était l'un des animateurs. Déjà, la veille, il était dit dans la ville - pour plaisanter bien sûr - qu'il n'y

avait pas de place pour les « Ngaya » (les gens sans allure) dans cette commémoration que les sapeurs tenaient pour leur affaire. Moralité : le Palais du peuple s'est transformé en un haut lieu d'exhibition et de frime où toutes les frasques étaient permises. Il y avait de quoi donner du fil à retordre aux éléments de « Likonzi protège » commis à la sécurité des lieux tant l'excitation était son comble. JM Weston et Versace qu'affectionnait le défunt ont été portés à foison par les sapeurs à côté d'autres marques connues (Dolce et Gabana, Louis

Vuitton, Levi's, Calvin Klein, Ralph Laurent, etc.).

Tous les accessoires de mode à l'instar des cannes, lunettes, pipes, chapeau ou encore les parasols étaient mis en relief pour valoriser la tenue vestimentaire portée en cette circonstance. Les sapeurs brazzavillois avec leurs costumes-cravates en trois pièces rivalisaient d'ardeur avec leurs compères de Kinshasa, les fameux « Léopards » sur fond d'extravagances et de gesticulations dont eux seuls détiennent le secret en défilant autour du cercueil. Le style classique des brazzavillois contrastait nettement avec les extravagances vestimentaires des Kinois plutôt adeptes des stylistes japonais.

Des manteaux étaient aussi enfilés sous le soleil pour autant qu'ils étaient assortis d'une griffe de renom autant que des jupes écossaises ou des ensembles veste-culottes rappelant le colon belge des années soixante. Chacun se disait branché sous le regard intéressé d'un public qui a vu son attention être détournée pendant une bonne vingtaine de minutes par ces férus de la sape. Surexcités et n'écoulant que la voix de leur propre raison, les sapeurs ont tenu à réaffirmer l'existence de leur mouvance qui demeure encore et toujours un fait sociologique avec lequel il faudra composer.

Alain Diasso

Kinshasa a rendu hommage à l'artiste

Les Kinois ont été postés tôt le matin sur le trajet, de l'aéroport de Nd'jili au Palais du peuple pour dire adieu à King Kester.

King Kester Émeneya, ou sa dépouille mortelle, a rejoint, le 1er mars, la RDC, le pays de ses ancêtres, par l'aéroport international de N'Djili. Pour lui rendre les derniers hommages, les Kinois et Kinois étaient mobilisés à travers tout le trajet, de l'aéroport international de N'Djili jusqu'à l'esplanade du Palais du peuple, où le corps a été exposé, en passant par la place des artistes, sur l'avenue Victoire, où une plaque en son honneur a été découverte. Tout au long du parcours, les fans ainsi que tous ceux qui ont connu l'artiste et qui ont dansé au rythme de ses mélodies se sont bousculés



pour voir passer le cortège funèbre. C'est pour eux une façon de dire merci à l'auteur-compositeur de « Nzinzi », « This is me » et autres. Des tubes qui ont fait leur bonheur à un moment ou un autre de leur vie.

Le cortège qui a accompagné le corbillard à bord duquel le cercueil a été transporté a également été une démonstration de la di-

mension de l'artiste que la RDC et la famille des artistes mondiale viennent de perdre.

La Nation est reconnaissante

Le corps de Jean Mubiala Émeneya a été reçu à son arrivée au Palais du peuple par le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, André Kimbuta Yango, et celui de Bandundu, Jean Kamisendu. Il y a eu également une forte délégation des hommes politiques et du monde des affaires et de la culture. Parmi ces grandes figures, on a noté le président du Parlement, Aubin Minaku, le ministre des Cultures et des arts, des députés nationaux et sénateurs ainsi que des députés provinciaux et ministres de la capitale congolaise. Tous



sont passés devant le cercueil de King Kester couvert du drapeau national, pour lui dire leur reconnaissance et celle de la Nation tout entière, pour le service rendu.

La population s'est bousculée sur la file pour avoir la possibilité de courber sa tête devant la dépouille mortelle de « Muntu ya zamani ». Mais la police et l'organisation ont pu maintenir l'ordre, et ont permis à tous les désireux de rendre les derniers hommages à King Kester. Devant ce cercueil, chacun a pu exprimer sa douleur de sa manière. Pour les sapeurs, c'était un moment d'exhibition alors que d'autres ont fait le contour du cercueil en pleurs.

Un artiste aux dimensions internationales

La dimension internationale de l'artiste a notamment été marquée par la présence des délégations venues d'autres pays. Le drapeau de la République, par exemple, a flotté sur l'esplanade du Palais du peuple, pour marquer l'accompagnement et l'assistance des sapeurs brazzavillois à ce malheur qui vient de frapper la famille des artistes des deux Congo.

Par ailleurs, King Kester n'est pas seulement pleuré par des Noirs. Il y a également eu sur l'esplanade du Palais du peuple des personnes de peau blanche dont la présence confirme la qualité internationale de l'artiste.

Lucien Dianzenza



HUMEUR

Parents, gare à l'obésité des enfants!

Le constat est que de nombreux parents sont responsables de cette pathologie du surpoids et de l'obésité chez les enfants par la gamme alimentaire non contrôlée qu'ils livrent aux enfants. Contrairement à la plupart des adultes, les enfants et les adolescents ne sont pas en mesure de choisir le milieu dans lequel ils vivent ni les aliments qu'ils mangent. Ils ne comprennent pas pleinement non plus les conséquences à long terme de leur comportement. Il vous faut, vous, parents, leur consacrer assez de temps lorsque vous constatez les premiers signes de cette pathologie chez l'enfant. Même si elle est héréditaire, des précautions doivent être prises par les parents afin de sortir leurs enfants de ce cercle vicieux de parents obèses et d'enfants plus obèses encore.

« Je souhaite que mon enfant mange beaucoup pour qu'il prenne du poids », disait un chef de famille à son épouse. Or ce parent ignorait que le fait de manger beaucoup de manière incontrôlée peut ouvrir la voie au surpoids, premier signe important d'une obésité elle-même destructrice de la santé, car considérée depuis les années 1990 comme pathologie à part entière par l'Organisation mondiale de la santé. Hormis les propensions héréditaires, il y a surtout aujourd'hui un cocktail explosif qui explique en grande partie l'état d'obésité des enfants : la consommation quotidienne, et en grandes quantités, d'aliments sucrés, salés et gras, associée à un manque d'activité physique régulière.

L'obésité chez des femmes adultes, par exemple, peut s'expliquer par ce qu'on appelle « l'effet yo-yo », c'est-à-dire adopter un régime pour maigrir en cas de surpoids, l'abandonner puis le reprendre au bout de quelques mois en fonction des variations du poids. Mais la moindre interruption dudit régime engendre un surpoids important. Certaines mamans agissent de la sorte pour freiner l'obésité chez leur fille, et c'est l'effet contraire qui se produit : la fille grossit abusivement. Selon les spécialistes de la question, l'indice de masse corporelle, qui permet d'estimer la teneur en graisse en partant du rapport du poids par rapport à la taille, peut donner une idée de l'obésité légère, dont l'indice oscille entre 30 et 35 ; de l'obésité sévère, dont l'indice oscille entre 36 et 40 ; et enfin de l'obésité morbide dont l'indice va de 40 à plus. Mais, on signale que l'indice de masse corporelle n'est pas valable pour les personnes très sportives, car pour ces personnes, les muscles pèsent plus que la graisse. D'où la nécessité de conseiller le sport aux enfants. Parents, évitez de priver de sport les enfants ! Un temps doit être consacré aux études et un temps à l'activité physique.

Cette accumulation excessive de graisse corporelle a des complications d'ordre psychopathologique, cutané, orthopédique, cardio-respiratoire, endocrinien et métabolique. Aussi la surveillance de la corpulence doit-elle être systématique chez tous les enfants, surtout dans une famille d'obèses. Et les approches thérapeutiques peuvent consister à aider l'enfant et sa famille à lutter contre le déséquilibre entre apports (alimentation) et dépenses énergétiques (activité physique) en prenant en compte les aspects psychologiques et sociaux. D'où les accompagnements psychologique, diététique et des activités physiques, sachant que les spécialistes pensent que les traitements médicamenteux et chirurgicaux ne sont pas conseillés sauf dans les cas d'obésité morbide.

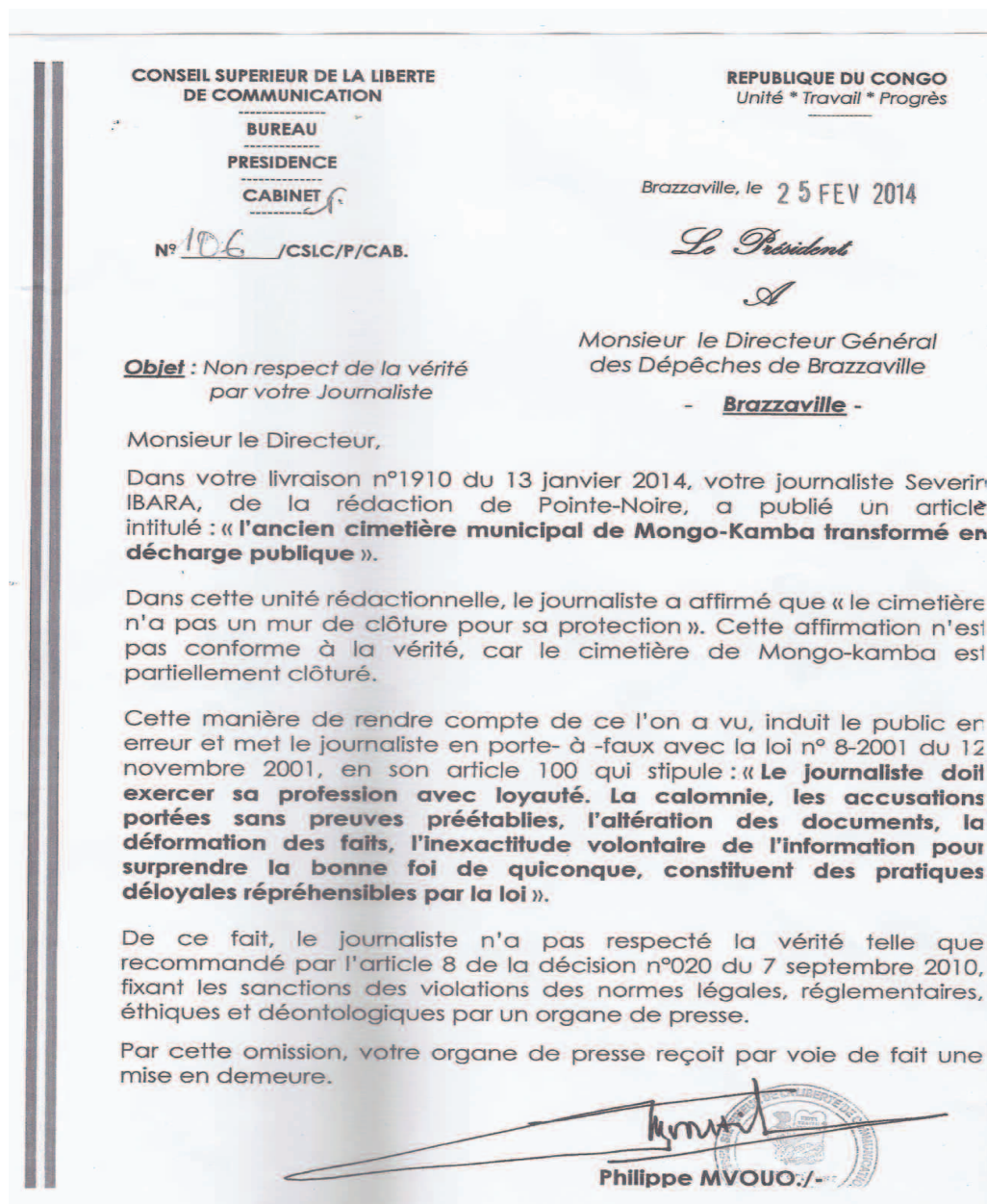
Le commun des mortels a tendance à croire qu'être mince serait une fatalité, non ! Un enfant mince n'est pas un enfant maigre. Car un enfant devient maigre si au départ il était quelque peu gros, et cela peut inquiéter les parents. Et cela pourrait être lié à un déséquilibre sanito-nutritionnel. Chers parents, ne cherchez pas à ce que vos enfants présentent des phénotypes gras, car trop de graisse est nuisible à la santé de l'enfant. En clair, cela ne devrait pas être une fierté de voir ses enfants prendre abusivement du poids. Cela est une pathologie, il faut donc y veiller. Le poids est un état du corps de l'homme dans lequel la quantité de graisse est proportionnée au volume et à la stature. Chers parents, prenez donc vos responsabilités !

Faustin Akono

MÉDIAS ET RÉGULATION

Attention, un détail peut vous valoir un gros blâme

Une lettre corsée de l'autorité en charge de la régulation des médias au Congo-Brazzaville, le Conseil supérieur de la liberté de communication, a apostrophé Les Dépêches de Brazzaville pour une paille. L'article incriminé, paru dans notre édition du 13 janvier 2014 sous le titre « Environnement : l'ancien cimetière municipal de Mongo Nkamba transformé en décharge publique » montrait, photo à l'appui, l'état dans lequel se trouve ce lieu de recueillement collectif. La faute ? Notre rédacteur notait le fait que l'absence d'un mur d'enceinte favorisait toutes sortes de déviances dans le cimetière. Or ce mur existe, mais de moitié. Le fait est qu'une large brèche ne le sécurise pas et qu'à la vérité, l'article n'a pas l'accent sur ce mur. Et le conseil de s'insurger, ainsi que le prouve le courrier ci-dessous.



ENVIRONNEMENT

L'ancien cimetière municipal de Mongo-Nkamba transformé en décharge publique



Situé dans le quatrième arrondissement de la ville, Loandjili, l'ancien cimetière public de la ville océane ressemble aujourd'hui à un dépôt à ciel ouvert en raison de l'incivisme des populations environnantes

Outre les ordures et les herbes qui gagnent les lieux, l'espace du cimetière est aussi grignoté quotidiennement par les populations qui l'entourent. Certains y cultivent des légumes et font disparaître les tombes. Le cimetière ne

bénéficiant pas d'un mur de clôture pour sa protection, une bonne partie des abords sert à la vente de caillasse pour la construction.

« Nous déplorons ce phénomène qui, ces dernières années, a pris de l'ampleur dans les villes congolaises en général et à Pointe-Noire en particulier. Le respect que l'on doit aux morts est une loi naturelle qui s'applique avant les textes réglementant le bon fonctionnement du pays. La présence des ordures et des herbes crée des zones de

Le cimetière transformé en décharge grande insécurité publique où des malfrats se rencontrent pour se droguer ou trouvent refuge pour fuir la police », a déploré un habitant du quartier Mongo-Nkamba. Notons qu'il y a quelques années, certains malfaiteurs avaient été traqués par les forces de l'ordre pour les actes commis dans ce cimetière. Avec la dégradation grandissante des lieux, ils trouvent un endroit idéal pour mener leurs obscures actions.

Séverin Ibara

PROCESSUS ITIE

L'implication des populations souhaitée en vue de leur développement

La Rencontre Afrique centrale « Dix ans de campagne pour la transparence des industries extractives en Afrique centrale : acquis et perspectives », organisée à Pointe-Noire du 25 au 28 février, a pris fin en apportant aux participants venus d'Afrique centrale, occidentale et de Madagascar de nouvelles connaissances sur la nouvelle norme de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

L'atelier de formation, qui avait pour thème « Renforcement de la participation et de l'engagement de la société civile dans l'ITIE » — avec comme facilitateurs les représentants de l'Institut de la Banque mondiale, du Revenue Watch Institute et

du comité exécutif de l'ITIE —, a montré des avancées perceptibles sur les enjeux du processus ITIE en Afrique centrale, encourageant les participants dans l'idée que la transparence des contrats soit une réalité et que la propriété des entreprises soit également effective.

« Toutes les énergies convergent pour dire qu'il faut que la campagne "Publiez ce que vous payez" renforce son travail en matière de plaidoyer en ce qui concerne le contrôle de la transparence sur toute la chaîne de la valeur. Au-delà, "Publiez ce que vous payez" a pu aussi dans son travail adopter une stratégie dans laquelle il est question d'améliorer la gouvernance au

sein même de la coalition pour s'assurer qu'au moment où nous demandons des comptes au gouvernement sur la responsabilité qui exige cette transparence, nous-mêmes soyons un mouvement responsable qui exige cette transparence », a dit Christian Mounzeo, coordonnateur de la coalition congolaise « Publiez ce que vous payez ».

En Afrique centrale, la société civile fait toujours face à de sérieux défis pour sa participation libre, effective et indépendante à l'ITIE et, plus largement, dans ses activités d'incidence et de plaidoyer. Un obstacle majeur est dû au climat d'intimidation et de harcèlement qui souvent entoure les militants pour la trans-

parence. « Il y a des difficultés en Afrique centrale à avancer dans le processus ITIE et à atteindre la conformité : un ensemble de recommandations tend à pousser l'Afrique centrale à mieux s'approprier le processus, à exiger qu'il y ait une législation intégrant le processus ITIE comme une pratique normale. Par ailleurs, il y a une certaine demande d'harmonisation des politiques publiques, des politiques de gouvernances au niveau de la sous-région (Cémac, Cécac) pour s'assurer effectivement que cette partie de l'Afrique, qui regorge de ressources naturelles, va s'approprier la dynamique sur les responsabilités pour que les ressources qui sont exploitées dans la sous-région soient véritablement consacrées au développement du pays », a-t-il ajouté, en soulignant qu'il y avait un appel à la solidarité et à l'assistance aux pays qui sont en difficulté.

Le Congo doit maintenir son leadership en matière de transparence

Après une méfiance entre les pouvoirs publics et les représentants de la campagne Publiez ce que vous payez à ses débuts, en 2005, assortie de menaces sur les membres de la coalition suite à leur engagement pour la transparence des industries extractives et d'autres sujets sensibles, aujourd'hui, force est de reconnaître que le climat est à l'apaisement et à la conciliation. « La discussion autour de la transparence et de la responsabilité qui, dix ans en arrière, était quasi impossible, est plausible au-

jourd'hui. Les livres sont ouverts s'agissant des paiements et des recettes. Le gouvernement, à travers le comité exécutif de l'ITIE, fait en sorte que les données soient disponibles, les discussions se font publiquement, le tabou a été levé. L'ITIE publie régulièrement ses rapports, et le comité exécutif de l'ITIE a publié son cinquième rapport il y a quelques semaines, qui couvre l'exercice 2012. Elle s'apprête à pouvoir organiser la réconciliation de 2013 qui va être rendue publique en 2014 et de ce point de vue, le Congo témoigne d'un certain leadership », a reconnu Christian Mounzeo.

Un projet de loi sur la législation relative à la transparence et à la responsabilité est actuellement en discussion au Congo. La coalition congolaise souhaite qu'il intègre les priorités de la population tout en réaffirmant que la transparence ne devait pas être un objectif final, une fin en soi. Le Congo s'est engagé dans le processus de validation depuis juin 2009. Ce processus consiste à évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'ITIE. Ces progrès sont consignés dans un rapport de validation par un conseil d'administration international de l'ITIE. En 2010, malgré une première validation par laquelle ce conseil avait reconnu des progrès significatifs, le Congo n'avait pas satisfait toutes les exigences pour atteindre la conformité. C'est en février 2013 que le Congo a finalement accédé au statut de pays conforme.

Hervé Brice Mampouya



Les participants à la Rencontre Afrique centrale Publiez ce que vous payez (© Adiac).

REVENDEICATIONS SOCIALES

Colère chez les ex-travailleurs des entreprises d'État liquidées

Réunis en assemblée générale le 27 février à la Bourse de travail de Pointe-Noire, les ex-travailleurs des entreprises d'État liquidées ont demandé au gouvernement de mettre en application la correspondance du président de la République du 29 juin 2013 qui demandait aux ministres concernés de régler définitivement la question relative au paiement de leurs dus. La réunion a été dirigée par Albert Moussounda, président de la coordination locale.

Albert Moussounda a fait le point de la situation actuelle des ex-travailleurs qui, depuis le 6 novembre, date de la dernière réunion, n'a guère évolué quant à l'irrégularité observée dans le paiement des droits, les mêmes sommes dérisoires étant allouées à chaque paiement partiel, sans oublier les

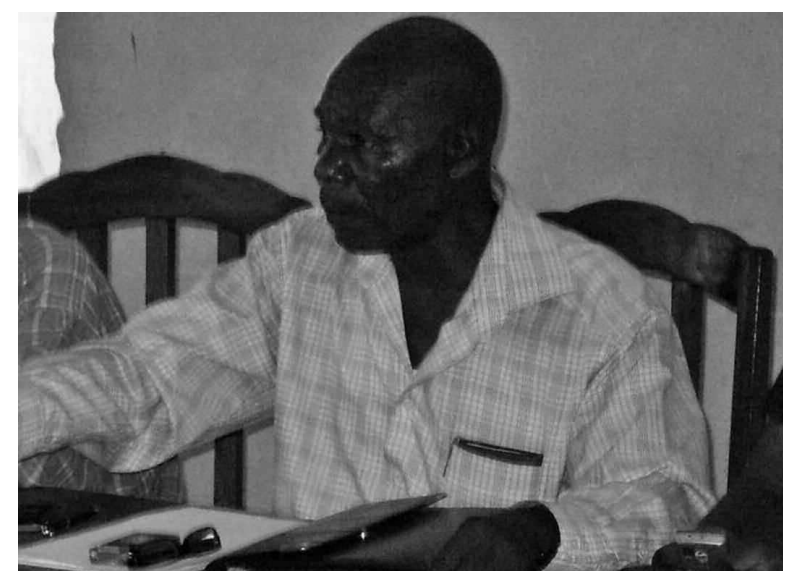
commissions exigées par certains fonctionnaires véreux du ministère des Finances à chaque opération.

Face à cette situation qui perdure, la coordination locale a pris l'initiative d'adresser une correspondance à la présidence de la République pour dénoncer le mépris dont ils sont victimes et pour demander réparation. « À ce jour, non seulement le gouvernement n'a pas pris en compte nos revendications et sollicitations, mais nous assistons à des agissements incompréhensibles du ministère des Finances, qui opère des répartitions ségrégationnistes poussant dangereusement les ex-travailleurs non rétribués à la révolte. De nombreuses entreprises attendent depuis plus de vingt ans le paiement de leurs dus. Malheureusement, elles sont marginalisées au

profit d'autres, pour lesquelles le règlement s'effectue pourtant sans problème. La misère quotidienne et l'extrême pauvreté ont des limites », a déclaré Albert Moussounda.

Pas de récupération à des fins inavouées

Les ex-travailleurs des entreprises d'État liquidées mettent en garde tous ceux qui tenteraient de récupérer leur mouvement pour des fins politiques. Ils ont décidé de résoudre leurs problèmes sans vacarme pour prouver leur maturité, a ajouté Albert Moussounda. Une autre réunion des ex-travailleurs est prévue ce 3 mars, place de la Gare, en vue de rencontrer les autorités préfectorales, mais surtout d'exhorter les ex-travailleurs à ne pas rester passifs face à l'injustice. Il sera fait le compte rendu des négociations de la coordination de Brazzaville et des pourparlers récents avec la présidence de la République. Celle-ci avait déjà organisé une assemblée générale en février dernier pour dénoncer les promesses non tenues du gouvernement et dont la déclaration a été lue pendant la réunion de Pointe-Noire. « Ré-



Albert Moussounda, président de la coordination locale des ex-travailleurs des entreprises d'État liquidées (© Adiac).

veillons-nous pour faire entendre notre voix. Dans la lutte, il ne faut jamais fléchir. La correspondance du président de la République aux ministres du Travail, des Finances et de la Justice nous donne la volonté de revendiquer nos droits légitimes, mais en sachant garder notre raison », a renchéri Albert Moussounda.

Depuis 27 ans, les 12 000 ex-travailleurs — dont 3 000 à Pointe-Noire — ayant exercé dans les 38 sociétés d'État liquidées attendent leurs dus qui s'élèvent à près

de 13 milliards FCFA. Ces sociétés sont : Cetrab, les fermes d'Owando, de Dolisie, de Makoua, de Mbé, IAD, Inoni Falaises, la ferme de Kombé, OCB, OCMC, OCT, CEB PK 45, RNTP, SAPM, Sonavi, Sotexco-UTS, OCC, RNPC, Suco, Socavilou, Soforib, Chacona, Station Fruitière de Loudima, CNAPEC, ONACI, SIACIC, LAPCO, Soverco, Sibom, Socorem, STPN, OCV, ONLP, Ofnacom, Cometrab, OGB, Sidetra, Socophar.

H.B.M.

« La correspondance du président de la République aux ministres du Travail, des Finances et de la Justice nous donne la volonté de revendiquer nos droits légitimes, mais en sachant garder notre raison. »

COUPE DE LA CAF

Le sort de FC Kondzo sera connu au Nigéria

Après son match nul de zéro but partout à domicile, face à Bayelsa United, le représentant congolais doit attendre la manche retour, prévue le week-end prochain en terre nigériane, pour voir si son rêve de qualification deviendra réalité ou pas.

Les seizièmes de finales aller de la Coupe de la Confédération africaine n'ont été ni un échec ni une réussite pour FC Kondzo. Lors du match livré à domicile, le 28 février face aux Nigériens de Bayelsa United, l'équipe a fait le service minimum. Elle n'a pas marqué, elle n'a pas encaissé non plus. Pourtant le match était à sa portée.

Lors de la première partie du jeu, en effet, les joueurs de FC Kondzo se sont bien débattus. Ils ont eu plus d'occasions franches de but que leurs adversaires nigériens, notamment à la 18ème minute lorsqu'Anaël Bakaki a buté devant le portier de Bayelsa United. Les offensives se sont multipliées sans succès. Les attaquants de FC Kondzo ont manqué d'adresse devant les buts. Des occasions que le club congolais allait regretter amèrement si Peter Ebimobowey avait réussi à ouvrir le score suite à une mauvaise sortie du portier de FC Kondzo à la 35ème minute. Les Nigériens n'ont pas su profiter des erreurs techniques et des pertes de balle répétées de FC Kondzo. Les deux formations sont donc reparties dans les vestiaires dos à dos.

La deuxième mi-temps avait dé-

buté à l'image de première pour FC Kondzo. Après avoir échoué dans les relances qui permettaient aux défenseurs de Bayelsa United de s'imposer dans les aires, les joueurs de FC Kondzo ont posé le ballon au sol. Ils se sont davantage montrés dominateurs en donnant du fil à retordre à la charnière cen-

le poteau sortant d'Anaël Bakaki trois minutes plus tard n'ont fait qu'augmenter le nombre d'occasions manquées. L'expérience de l'équipe nigériane lui a permis de bien gérer le temps dans le dernier quart d'heure pour retourner chez elle avec un point et sans prendre de but. L'objectif étant de

un exploit au Nigéria. FC Kondzo doit plutôt l'emporter à défaut d'un match nul avec but pour espérer se qualifier. *«Faire zéro partout ne veut pas dire qu'on est éliminé. Nous ferons le déplacement du Nigéria pour gagner ou pour faire un match avec but. Autant nous pouvons être éliminés autant*

tout en refusant de croire à l'élimination.

Le capitaine de Bayelsa United, Junior Salomon, a promis l'enfer à FC Kondzo avec beaucoup de respect pour l'adversaire. *«Le match a été difficile pour nous. Mais à domicile, nous jouerons pour la qualification. Nous savons que l'équipe*



L'équipe FC Kondzo crédit photo Adiac

trale du club nigérien. Mais là encore, les attaquants de FC Kondzo ont péché dans la finition. Puisqu'à la 48ème minute Christ Bakaki a manqué le cadre dans la surface de réparation alors que le gardien de Bayelsa United était pris à contre-pied. Le petit filet de Stevie Embela à la 70ème minute,

limiter les dégâts lors du match retour qu'elle livrera dans ses propres installations. La mission était accomplie d'autant plus que le score n'a pas changé.

L'espoir est permis au Nigéria

Malgré ce résultat de zéro but partout, FC Kondzo est condamnée à

nous pouvons éliminer l'équipe de Bayelsa United. Nous gardons l'espoir de qualification», a déclaré le capitaine de FC Kondzo, Stevie Embela. L'entraîneur Itoua Madiela a abondé dans le même sens. Conscient du fait que les Nigériens ont joué à la défensive, il sait ce qui l'attend au match retour

congolaise a des atouts pour nous compliquer la tâche», a-t-il fait savoir. Les deux équipes ont les yeux rivés sur la qualification. Seules les quatre et vingt dix minutes du match retour les départageront le week-end prochain.

Rominique Nerplat Makaya

RÉFLEXION

Que faut-il attendre du sommet Afrique-Europe de Bruxelles ?

À première vue, hélas, pas grand-chose, étant donné le peu d'intérêt que l'Union européenne, plus obnubilée que jamais par ce qui se passe à ses frontières de l'Est, manifeste envers le Sud : ce Sud africain auquel elle doit pourtant l'essentiel de sa richesse présente puisque c'est, pour une large part, la colonisation pratiquée pendant plusieurs siècles qui a fait d'elle ce qu'elle est aujourd'hui ; ce Sud africain dont les Européens, à la différence des Chinois, des Indiens, des Brésiliens et même des Américains, n'ont toujours pas pris la mesure et qu'ils sous-estiment au point de tenir pour quantité négligeable le milliard d'êtres humains que compte aujourd'hui le continent.

Repliée sur elle-même quoi qu'elle prétende, se barricadant de mille et une façons dans le seul but d'empêcher ou de freiner une immigration sauvage qui de toute façon la submergera tôt ou tard, rongée par l'écart grandissant que la crise économique et financière pro-

voque entre ses pays membres, incapable de se muer en une fédération d'États suffisamment forte et soudée pour décider librement de son destin, dominée par une bureaucratie pesante dont le seul but paraît être d'empêcher les nations qui la composent de réaliser le dessein ambitieux de ses pères fondateurs, l'Europe est une sorte de monstre moderne qui tient plus de la Tour de Babel que d'une communauté politique en marche vers l'unité. Et, cela va de soi, sa crédibilité internationale s'effrite au même rythme que s'accroît le nombre de ses États membres, vingt-huit au total dans le moment présent.

À première vue, donc, si l'on s'en tient à ce constat désabusé, mais froidement réaliste, le sommet Afrique-Europe qui se tiendra à Bruxelles les 2 et 3 avril prochains sera l'une de ces grands-messes aussi solennelles qu'ennuyeuses où les chefs d'État – soixante-dix au total, semble-t-il – affirment haut et fort leur volonté de coopérer pour le

plus grand bien de leurs peuples respectifs, mais ne prennent aucune mesure qui vise à traduire ce noble engagement en termes concrets.

Il arrive, cependant, que l'histoire ne s'écrive pas exactement comme ceux qui la font avaient prévu d'en rédiger un chapitre, et cela pourrait bien arriver dans moins d'un mois à l'occasion de ce sommet de Bruxelles qui s'annonçait jusqu'à présent aussi bavard que terne. C'est en tout cas ce que laissent entrevoir les propos peu amènes entendus ici et là, en particulier dans les couloirs de l'Organisation des Nations unies, à New York, où le refus plus ou moins déguisé des « grands » de faire à l'Afrique, au sein des différentes institutions de sa gouvernance, une place correspondant à son poids humain commence à susciter des réactions agacées. Au cœur de la controverse qui s'amorce figure, en effet, l'Union européenne, d'abord en raison du poids que pèsent l'Angleterre, l'Allemagne et la France au sein des organismes onusiens, en-

suite en raison du peu d'empressement que les Européens manifestent pour assister le Congo, le Tchad, le Gabon, le Cameroun, la République démocratique du Congo, la France dans la mise en place d'une force internationale suffisamment puissante et équipée pour ramener la paix en Centrafrique.

Les Africains apprécient peu le fait d'avoir été exploités sans vergogne pendant plusieurs siècles par les Européens et de n'être pas accompagnés aujourd'hui comme il le faudrait par ces mêmes Européens dans leur marche vers la sécurité et le développement durable. Sans doute ne le diront-ils pas, diplomatie oblige, avec autant de brutalité, mais c'est bien ce qui ressortira de leurs propos.

Et c'est pourquoi, au-delà des discours officiels, il conviendra d'observer avec attention ce qui se dira dans les couloirs du sommet Afrique-Europe au début du mois prochain.

Jean-Paul Pigasse